



A ACADÉMIE
DES TECHNOLOGIES
avec les jeunes !



**TRANSMISSION
DES SAVOIRS
& DES CULTURES**



SOCIÉTÉS ET TECHNOLOGIES, ÉDITION 2025



Session 2025

SOCIÉTÉS ET TECHNOLOGIES : TRANSMISSION DES SAVOIRS & DES CULTURES

Version du 7/10/2025

Le savoir se construit ensemble, et sa transmission est une responsabilité partagée

Ce texte a été produit en 2025 par un groupe de 10 académiciens et de 50 jeunes réunis par l'Académie des technologies après [un appel à candidature](#). Le thème de cette assemblée était "Technologies et sociétés : transmission des savoirs et des cultures".

Nous partageons aujourd'hui les résultats des travaux et recherches effectuées par cinq groupes de travail. Ces idées ont servi de base au WE de travail de septembre 2025, pendant lequel nous avons partagé et réalisé un documentaire vidéo issu de nos échanges.

Si vous souhaitez entrer en contact avec nous, n'hésitez pas à envoyer un mail à : jeunes.actech@academie-technologies.fr

Participants à l'édition 2025 :

Yves Caristan^{AT}, Julien Cauquis, Jean-Pierre Chevalier^{AT}, Thierry Chevalier^{AT}, Christelle De Boutray, Nicolas Demassieux^{AT}, Elise Dember, Inès Dkhal, Lucas Druart, Emma Dumasdelage, Nora Durand, Nathan Gorce, Maurice Greffine, Robin Guilleux, Loïc Inassimoutou, Mike Kabongo, Inès Kebbab, Étienne Klein^{AT}, Yanis Lagha, Ariane Lavigne, Alexandre Lenglard, Manoelle Lepoutre^{AT}, Maxime Levillayer, Carlos Moreno^{AT}, Arthur César Njitchou Nkwa, Patrick Pelata^{AT}, Brigitte Plateau^{AT}, Vincent Rafik, Régis Reau^{AT}, Samia Rebaa, Amélie Richard, Amine Saboni, Selma Sabri, Ivaylo Savov, Matthieu Stephant, Thomas Vaubois, Thierry Weil^{AT}

^{AT} – Membres de l'Académie des Technologies

Nous effectuons ce partage sous licence Creative Commons BY-NC-SA (citer "L'académie des Technologies avec les jeunes", usages commerciaux non autorisés, possibilité de modifier le texte et de le repartager dans les mêmes conditions).

Table des matières

INTRODUCTION	5
GT1 – ÉQUITÉ DE L'ACCES AUX SAVOIRS	6
Poster	6
Textes du poster : De l'enfant au citoyen apprenant	6
L'école : de l'outil de reproduction sociale à l'outil de formation de citoyens éclairés et critiques.	6
Rompre l'autocensure et les barrières invisibles.	7
Pour une démocratie fondée sur l'accès équitable aux savoirs.	7
Réduire les inégalités de capital culturel, social et économique.	8
Réparer un système d'aides opaque et inefficace.	8
Rendre le savoir accessible tout au long de la vie.	8
Vers des technologies appropriées (low-tech) pour rendre les savoirs techniques plus équitablement accessibles.	9
Texte de recherche	10
Problématiques	10
Contexte	10
L'aspect social et capital culturel	13
La formation continue	14
L'éducation nationale	15
La low-tech, les technologies appropriées ou conviviales : une voie vers l'équité de l'accès aux savoirs ?	16
L'équité de l'accès aux savoirs, le fondement d'une société démocratique	16
Pour conclure : quelques idées pour garantir une équité de l'accès aux savoirs	17
Idées clefs	21
GT2 – FAIRE EVOLUER LES SAVOIRS CLEFS	22
Poster	22
Textes du poster : Faire évoluer les savoirs clés	23
Qu'est-ce qu'un savoir clé ?	23
L'éducation comme socle de la démocratie	23
Une citoyenneté éclairée	23
Un état garant de la confiance et du débat	23
Des entreprises actrices du changement	24
Pour un progrès raisonné, choisi et partagé : technologies et éthique	24
Idées clefs	25
GT3 – SAVOIRS, MEMOIRES ET VERITE	32
Poster	32
Textes du poster : Savoir, mémoires et vérités	33
La confiance comme pilier de la vérité	33
De l'humilité face à la complexité	33
Les consensus scientifiques mis à l'épreuve	33
Le roman national : exemple parfait d'une mémoire collective qui ne constitue pas une vérité scientifique	34
Contradiction de vérités	34
Processus de vérités	34
Infiltration chez les platistes - Une étude de cas sur les vérités alternatives	34
Le processus d'élaboration de la vérité est non linéaire	35
Construction de la mémoire collective	35
La mémoire n'a pas besoin d'être vraie alors que la vérité s'appuie sur les mémoires	36
Textes de Recherche : La pluralité des mémoires	38
Idées clefs	39
GT4 – CITOYENS ECLAIRES & IA	41
Poster	41
Textes du poster : Citoyens éclairés et IA	42

IA & Éducation	42
IA & santé	42
IA & citoyenneté	42
IA & travail	42
IA & information	43
IA & environnement	43
En conclusion	43
Idées clefs	43
GT5 – IMPACT DES TECHNOLOGIES EDUCATIVES	44
Poster	44
Textes du poster : Impact des technologies éducatives	45
Cohabitation entre enseignants et technologies éducatives	45
Dangers ou menaces liés à l'utilisation des technologies éducatives	45
Expériences d'utilisation des technologies éducatives	45
Évolution et maturité des technologies éducatives	45
Régulation des technologies éducatives	45
Idées clefs	46
IDENTIFICATION DE 12 THEMES TRANSVERSES	47
1. Reconnaître le rôle et l'impact de la relation humaine dans la transmission des savoirs et cultures	47
2. Refonder l'école comme levier d'émancipation et d'égalité	48
3. Donner à tous un capital effectif de formation tout au long de la vie	50
4. Assurer l'équité des savoirs et savoir-faire comme un fondement démocratique	51
5. Encourager la (ré)appropriation par tous de technologies choisies et pertinentes	53
6. Responsabiliser entreprises et acteurs publics vers le sens et la durabilité	54
7. Pluralité des mémoires, vérités et récits collectifs	55
8. Articuler mémoires, vérités et confiance démocratique	56
9. Savoir cultiver/embrasser la complexité et les controverses	57
10. Préserver une sphère publique fiable face aux dérives numériques	58
11. Faire de l'IA maîtrisée un outil de transformation et démocratisation de l'accès aux savoirs	60
12. Associer pour l'avenir science et sens (éthique, valeurs, beau,...)	61
ANNEXE 1 : IDEES FORTES ISSUES DES GT	62
GT1 Équité de l'accès aux savoirs	62
GT2 Faire évoluer les savoirs clefs	65
GT 3 : Savoirs, Mémoires et Vérité	67
GT 4 – Citoyens éclairés et IA	71
GT 5 – Impact des technologies éducatives	72
ANNEXE 2 : LISTE DES 12 THEMES TRANSVERSES	74

Introduction

L'Académie des Technologies avec les jeunes est une initiative d'académiciennes et académiciens de l'Académie des Technologies, pour permettre aux jeunes (18-35 ans) de s'exprimer et d'être force de proposition sur les enjeux liés aux technologies et aux sociétés. La confrontation de visions différentes a aussi pour objectif d'enrichir l'Académie par les avis, les convictions et les interrogations des jeunes.

C'est dans ce cadre qu'un comité de pilotage, composé de huit jeunes, actifs et étudiants, et de deux académiciens, s'est réuni pendant un an pour la seconde édition de l'Académie des Technologies avec les jeunes. Un des constats qui a émergé au cours des premières rencontres de ce copil est le manque de représentations positives pour envisager le futur à l'ère de l'Anthropocène. Dans le prolongement du travail de la session 2024 (« Sociétés et Technologies : nos imaginaires pour habiter ensemble ».), le comité de pilotage a choisi pour 2025 le thème "Technologies et sociétés : transmission des savoirs et des cultures".

Après la sélection de participants et participantes aussi divers que possible, deux grandes étapes ont structuré le travail collectif : une phase préparatoire de février à septembre puis un week-end de concrétisation, qui s'est déroulé du 12 au 14 septembre au Campus de la Transition. Lors de la première phase, cinq groupes de travail ont travaillé sur différents thèmes préparatoires :

- GT1 – Équité de l'accès aux savoirs
- GT2 – Faire évoluer les savoirs clefs
- GT3 – Savoirs, Mémoires et Vérité
- GT4 – Citoyens éclairés et IA
- GT5 – Impact des technologies éducatives

Chaque groupe de travail a produit un travail de réflexion et de recherche, ainsi qu'une série d'idées clefs. En croisant les idées clefs des cinq GT, une série de 12 thèmes transverses a été identifiée. Ce travail préparatoire, présenté sous formes de posters, a été partagé lors de la première après-midi du week-end, pour créer une base commune de connaissances et questionnements. Cinq sujets ont été alors choisis, qui ont donné lieu, pendant le WE, à l'élaboration d'un documentaire video.

Ce document reprend, à fins de documentation et de partage, tout le matériel de réflexion issu des groupes de travail, les idées clef, et les thèmes transverses identifiés. Il complète et détaille le contenu du documentaire video.

origine sociale, plutôt qu'à leurs compétences réelles. On peut donc penser à différentes solutions pour lutter contre ce renforcement des inégalités telle que la valorisation du métier d'AESH aussi bien économiquement que socialement pour le rendre plus attrayant, et ainsi permettre un meilleur accompagnement.

Nous pensons qu'un gros point de vigilance doit être attribué au décrochage scolaire : un accompagnement davantage personnalisé dès le plus jeune âge, avec des projections professionnelles qui permettent de mettre du sens dans son parcours. Ceci implique des classes à effectifs réduits et donc plus d'enseignants. On revient donc sur le même point de valorisation du corps enseignant tout comme pour les AESH... Pour ce qui est du sens et des projections professionnelles, on peut notamment penser au dispositif actuel des Cité éducatives dans les QPV qui permet de sortir du cadre scolaire dans le temps scolaire afin de voir des métiers de terrain nécessaires tels que le maraîchage, les métiers de soin, de production de besoins primaires, etc. C'est aussi un levier intéressant pour rendre plus accessible des métiers classiquement non accessibles pour cette classe sociale. Enfin une plus grande liberté sur le programme pourrait permettre une meilleure flexibilité et adaptation du corps enseignant.

"En France, l'école transmet surtout la peur de la faute. Pourtant on pourrait éviter de faire grandir les enfants dans un système centré sur l'évaluation et les contrôles. Un scientifique, lui, progresse en se trompant et en apprenant de ses erreurs. Faire de l'erreur une source de peur à l'école est donc à la fois contre-productif et contraire à l'esprit scientifique."

~ Bernard Lahire, professeur de sociologie

Rompre l'autocensure et les barrières invisibles.

Certaines filières sont perçues comme inaccessibles par les élèves issus de milieux plus modestes. Cela provoque une autocensure, accentuée par le coût des études, la méconnaissance des filières et le manque de soutien personnalisé dans l'orientation. Une réflexion similaire sur l'inégalité d'accès peut aussi se faire sous le prisme du genre. Le coût d'une éventuelle réorientation est également un facteur fort : face à la possibilité d'un échec en bac+1/+2, certains préféreront choisir une autre voie que ce qu'ils désirent. Diverses associations d'éducation populaires luttent d'ores et déjà contre ces mécanismes perniciox tels que l'association Cité des Chances qui cherchent à promouvoir l'engagement en sciences politiques des jeunes de banlieues, ou encore des associations qui luttent contre les stéréotypes de genre pour rendre les études scientifiques et techniques plus accessibles aux femmes (Elles bougent, Sciences Egales à l'UTC). L'Etat pourrait financer et promouvoir ce genre d'actions que ce soit à l'échelle publique, privée comme Associative.

Pour une démocratie fondée sur l'accès équitable aux savoirs.

L'accès aux savoirs est une condition essentielle de la démocratie. Il faudrait repenser l'école, la formation continue et la transmission des savoirs dans une logique d'inclusion, d'autonomie et de justice sociale, en particulier à l'heure des crises systémiques, technologiques et environnementales.

La technologie n'est pas neutre et affecte la société. Un choix technique est donc un choix de société, qui transforme le rapport de l'humain à son environnement. Or, les choix technologiques sont aujourd'hui régis par la suprématie économique, ce qui entraîne des décisions non éclairées et unilatérales.

Ne faudrait-il pas mieux refonder radicalement notre manière de choisir nos technologies pour réellement les choisir collectivement, de manière démocratique, et donc de reprendre en main des choix de société ? Et c'est justement la notion d'équité qui est à la base de la démocratie afin de pouvoir récolter les savoirs divers provenant des échanges, interactions et réflexions entre experts scientifiques, techniques, et citoyens "profanes", avant tout experts du terrain, de l'usage, de la pratique. Le savoir est une arme qui peut donner accès au pouvoir et donc aux prises de décisions.

Réduire les inégalités de capital culturel, social et économique.

Les familles n'ont pas toutes les mêmes ressources pour accompagner leurs enfants dans le système scolaire. Le capital culturel transmis dès la petite enfance influence les chances de réussite, tout comme les moyens économiques et les réseaux sociaux (virtuels et physiques) disponibles. Les prestations sociales telles que la CAF sont déjà des premières bases pour amoindrir les inégalités économiques nécessaires mais pas suffisantes. L'Etat pourrait également choisir de soutenir les diverses actions luttant contre ces inégalités dans les quartiers les plus défavorisés (QPV par exemple) afin de mieux accompagner les familles les plus démunies. On peut notamment penser aux associations de quartiers à l'instar de Destins Liés qui forme en particulier les jeunes au leadership, à l'empouvoirement collectif, ou encore la relève bariolée, une troupe de théâtre qui émane directement des quartiers populaires et permet donc de populariser un pan de la culture.

Réparer un système d'aides opaque et inefficace.

Les aides scolaires sont nombreuses mais parfois peu lisibles et difficiles à obtenir pour les familles les plus éloignées du système. Une simplification et automatisation de leur attribution permettrait une meilleure équité. Il faudrait aussi intégrer une part de traitement humain pour les cas particuliers. C'est pourquoi il nous semble essentiel de poursuivre une campagne d'information sur les aides sociales qualitatives pour continuer à toucher davantage de boursier·eres.

"29 % des étudiants bénéficient d'une bourse du CROUS, mais pour beaucoup, elle est trop faible pour couvrir leurs besoins. [...] 15 % des boursiers ne bénéficient pas du repas CROUS à 1 €, faute d'information." Etude Linkee

Même si l'aide sociale étudiante aujourd'hui en France est une bonne base sur laquelle se reposer, on peut néanmoins souligner un manque de moyens humains, financiers et informationnels pour accompagner les jeunes et lutter contre la précarité étudiante.

Rendre le savoir accessible tout au long de la vie.

Prendre en compte les temps de formation dans le travail rémunéré afin de valoriser ainsi la production de savoirs (cf économie contributive de B. Stiegler). Dégager du temps aux personnes qui survivent pour vivre, lutter contre la prolétarianisation généralisée en proposant une Dotation Inconditionnelle d'Autonomie (DIA), ce qui signifie permettre à chaque individu d'avoir gratuitement jusqu'à un certain seuil les besoins de subsistance (eau, alimentation, énergie, logement, etc.), puis faire payer de manière exponentielle la surconsommation afin d'amoindrir les inégalités. Ce temps dégagé permettrait même aux classes les plus défavorisées d'avoir du temps dégagé pour avoir un meilleur accès aux savoirs.

Vers des technologies appropriées (low-tech) pour rendre les savoirs techniques plus équitablement accessibles.

La démarche low-tech pose, entre autres, la question de l'accessibilité des savoirs techniques et technologiques aux non-experts. Cette démarche émerge dans notre société industrielle (qui n'est, encore une fois, pas la totalité des cultures humaines) où les technologies sont toujours plus complexes, nécessitant ainsi de plus en plus d'experts et parfois même des boîtes noires que l'on ne peut pas comprendre à l'instar de l'IA générative. Ce manque de compréhension du fonctionnement pose des problèmes dans un monde en crise systémique, où il est essentiel de comprendre les causes et conséquences d'un système. Il paraît donc nécessaire de se réapproprier nos savoirs, notamment techniques mais pas que, à une échelle humaine et collective. Ça ne veut pas dire que tout le monde sache construire une machine à laver, mais qu'en tout cas, il soit plus accessible pour toutes et tous de pouvoir la réparer.

Bien évidemment la logique Do It Yourself / bricolage de la low-tech a des limites (récupération) et la place de l'industrie dans une société low-tech est également nodale ; un roulement à bille nécessite une production industrielle, élément pourtant indispensable à la production de nombreux objets tels que le vélo.

Texte de recherche

Texte issu du travail de recherche des participants à l'Académie des Technologies avec les Jeunes; Y. Daouia, R. Guilleux, A. Lenglar, A. Saboni, I. Savov, L. C. Nguedjio, M. Couf-Georges, M. Stephant; ainsi que des membres du comité de pilotage Samia Rebaa et Emma Dumasdelage.

Problématiques

- Équité de l'accès aux savoirs : quelle place pour nos technologies ?
- Comment nous réapproprier nos techniques dans l'optique de rendre nos savoirs plus accessibles ?
- Comment assurer l'équité de l'accès aux savoirs notamment avec la prise d'importance des outils numériques et techniques ?

Contexte

En France, le diplôme est d'une importance capitale¹. Il conditionne le statut social et octroie une "présomption de compétence"².

"En substance, **lorsque les hiérarchies scolaires déterminent les hiérarchies sociales**, l'enjeu scolaire devient décisif pour les acteurs, qui tendent à **y investir toutes leurs ressources**, celles-ci étant inégalement réparties entre les individus."³.

Les études et l'éducation subissent ainsi l'ensemble des influences possibles des inégalités préexistantes, chacun cherchant à favoriser sa descendance (mécanisme similaire à l'héritage). Et ce d'autant plus que l'école est ici structurée comme un filtre pour les études supérieures dites de "prestige"(au détriment de son rôle de formation de citoyens éclairés).

Ivan Illich⁴ rejoint cette idée de "filtre", puisque selon lui dès lors que l'on traduit "éducation" ou "savoirs" en "scolarité", certaines personnes seront sélectionnées pour en avoir beaucoup plus que d'autres, et ces derniers justifieront leurs **privileges** sociaux, économiques ou politiques par le fait qu'ils aient "accumulé spirituellement une marchandise non tangible qui s'appelle le savoir". Puisque selon le philosophe l'école obligatoire c'est "**l'organe reproductif** de la société à **la racine de la spiritualisation du capitalisme**". Il n'y a pas de possibilité d'alternative au capitalisme tant que l'on continue à les faire grandir dans cette institution. Une institution qui structurellement, inévitablement, enseigne à l'enfant qu'il a **besoin d'institution pour apprendre**, elle enseigne à se sentir

¹ C'est un cas spécifique à la France, dans d'autres pays, à l'instar des Etats-Unis, l'importance du diplôme y est bien moindre. Ce qui démontre en quoi c'est un problème culturel.

² GUILBAUD, David. *L'illusion méritocratique*. Odile Jacob, 2018.

³ *Ibid.*

⁴ Le philosophe s'oppose plus globalement aux institutions et pense qu'en développant le secteur tertiaire du service (dont fait partie l'école) de manière massive tout en transformant ces services en marchandises, on peut "**détruire la convivance sociale**, la texture sociale" puisque ce sont les besoins interpersonnels que l'on transforme ainsi radicalement (de me soigner quand je suis malade, de m'ouvrir au monde quand je suis jeune, etc).

classer par un bureaucrate, elle enseigne la capitalisation du savoir : la **société reconnaît une valeur sociale supérieure à celui qui a des diplômes supérieurs.**⁵

“Pour [Illich], plus le niveau de diplôme s’élève, plus le nombre de recalés s’accroît. **L’école trie plus qu’elle oriente**, et met à l’écart ceux qui ne réussissent pas dans un système où le **savoir est « formaté » pour adhérer à la société de consommation**, esclavagisant ainsi les êtres humains. « Partout, l’élève en vient à croire qu’une **production accrue est seule capable de conduire à une vie meilleure.** »”⁶

Parmi les facteurs affectant le potentiel de chacun à s’instruire, nous pouvons citer les **inégalités de capital culturel, économique et social** tels que décrits par Bourdieu.

Le capital **culturel** provient du milieu familial et des activités extrascolaires de l’enfant et intervient très tôt (2-3 ans). Les parents transmettent progressivement et à divers niveaux, ce capital via des activités culturelles (notamment la lecture), des discussions familiales, l’accompagnement scolaire, etc. Ils transmettent également un domaine favori. La discussion en famille des résultats scolaires et par extension le soutien des parents est par exemple moins répandue en France que dans l’UE (28% contre 38%). Les activités extracurriculaires (auxquelles nous pouvons ajouter les sorties scolaires) sont tributaires des moyens économiques (inscription dans un club, place au théâtre, vacances/sorties enrichissantes) et de la sensibilité des parents à la culture (musées, événements culturels, etc).

Ce capital culturel se traduit par un écart d’ambition et d’intérêt pour les études et ce de manière directe (parents qui poussent à faire des études) et indirect (élève plus proche des normes scolaires et donc plus soutenu par le corps enseignant).

“un manque de connaissance des métiers, des missions et des études d’ingénieur, en raison de représentations tenaces qui conduisent les INSA à souffrir d’un déficit d’accessibilité : ces écoles sont perçues comme « élitistes » et par conséquent « inaccessibles » pour certaines catégories de collégiens et lycéens, leurs familles et leurs professeurs.” (livret blanc de l’INSA)

L’autocensure qui en résulte est accentuée par le coût des études: les élèves défavorisés n’ont pas les moyens de se réorienter et privilégient donc des voies plus sûres.

Les parents interviennent également en guidant leur enfant au milieu des arcanes du système éducatif: ségrégation académique (établissement, classes ou options “élitistes”), ethnique (à l’origine de biais racistes persistants) et sociale⁷.

Le capital **économique** impacte directement les conditions d’apprentissage en éloignant les tensions autour de problèmes matériels. Il permet à l’enfant de s’intégrer plus facilement en suivant les codes vestimentaire ou via des loisirs (parfois à double usage culturel). Les

⁵ ILLICH, Ivan et DURAND, Gérard. *Une société sans école*. Paris : Éditions du Seuil, 1971 ; <https://www.youtube.com/watch?v=eEkLbGSYkG4https://shs.cairn.info/les-grands-penseurs-de-l-education--9782361064655-page-121?lang=fr> [consulté le 12/07/25]

⁶ <https://shs.cairn.info/les-grands-penseurs-de-l-education--9782361064655-page-121?lang=fr>

⁷ voir [Guilbaud D. L’illusion méritocratique](#) pour plus de détail, chiffres disponibles dans [Repères et références statistiques 2024](#) et [L’Europe de l’éducation en chiffres 2024](#)

cours de soutien payants avantagent clairement leurs bénéficiaires dans la course aux études prestigieuses. En France (chiffres de 2023), 27% des enfants sont en risque de pauvreté et d'exclusion sociale.

Nous notons également de grandes disparités genrées⁸ : si les femmes font en moyenne plus d'études, elles sont souvent orientées vers des filières moins rémunératrices ce qui perpétue à son tour les différences de revenus (même sans considérer les écarts à travail égal). En outre, elles ont également beaucoup moins de choix de métiers "féminisés" (métier du soin, secrétaire, professeure des écoles) comparé au nombre de métiers masculinisés (métiers techniques ou scientifiques, bâtiment, Ingénieur, conducteur routier, etc.).

Pour compenser les inégalités, deux stratégies sont possibles et combinables : des mesures **ciblées (équité)** spécifiquement vers les personnes dans le besoin (avec le risque de stigmatisation⁹) ou bien des politiques à visées **universelles (égalité)**, des interventions accessibles à tous les élèves de telle sorte que même ceux en situation la plus défavorisée puissent poursuivre leur scolarité (avec le risque d'un coût économique plus important). La Suède et la Finlande ont choisi de combiner approches universelles et spécialisées "pour répondre aux besoins d'apprentissage et socio-émotionnels de tous les élèves, quels que soient les désavantages pouvant affecter leur scolarité : le milieu socio-économique, mais aussi l'origine ethnique, le statut de réfugié, le handicap, le genre, l'orientation sexuelle ou religieuse, entre autres."¹⁰ Ce n'est pas exactement le cas de la France, qui, certes, combine approches ciblées et universelles pour ce qui est du soutien à l'apprentissage des élèves issues de milieux socio-économiques défavorisés, mais qui néglige davantage le soutien socio-émotionnel de ces classes sociales puisqu'elle utilise principalement des dispositifs universels (cf discours de "l'égalité des chances") pour ce type de soutien¹¹.

A la rentrée 2024 française, il y avait 519 039 élèves en situation de handicap scolarisés dans les établissements scolaires¹², soit 4,36% du total des élèves en école ou établissements scolaires¹³. Pour accompagner les jeunes le plus dans le besoin, il y avait seulement 3000

⁸Chiffres disponibles dans Repères et références statistiques 2024 et L'Europe de l'éducation en chiffres 2024

⁹ Bien qu'une sensibilisation puisse être faite auprès des jeunes pour leur faire comprendre que nous n'avons pas toutes et tous les mêmes besoins, ce qui explique la différence de traitement pour certains élèves qui ont des désavantages pouvant affecter leur scolarité.

¹⁰ <https://www.education.gouv.fr/l-europe-de-l-education-en-chiffres-2024-416032> *Partie 2.4 L'INCLUSION, L'ÉQUITÉ ET LA DIVERSITÉ DES SYSTÈMES ÉDUCATIFS*, p.32 [consulté le 19/07/25]

¹¹ *Ibid.*

¹² Cela représente 88% des élèves à besoins spécifiques, le restant étant en établissement hospitalier ou médico-social. Parmi ces 88% dans des établissements scolaires, 21% sont orientés vers des Unités localisées pour l'inclusion scolaire (ULIS). Source : *Ibid.*

¹³ <https://www.education.gouv.fr/la-scolarisation-des-eleves-en-situation-de-handicap-1022> [consulté le 19/07/25]

AESH¹⁴ de recrutés, soit 6 AESH pour 1000 élèves en situation de handicap. Le manque d'AESH s'explique par le manque de reconnaissance et de valorisation aussi bien sociale qu'économique alors que ce métier est indispensable pour la scolarisation d'un grand nombre de jeunes en situation de handicap. S'ajoute à cela le manque de formation du personnel scolaire pour accompagner au mieux ces jeunes¹⁵. On peut également noter la présence de structures éducatives adaptées à certains handicaps à l'instar des UEMA et des UEEA pour les jeunes porteurs d'un trouble autistique. Néanmoins ces structures restent minoritaires et pas encore assez développées. On est encore loin de l'école inclusive décrite dans la loi de 2005...

L'aspect social et capital culturel

Une première idée consisterait à **simplifier le système d'aide associé à l'éducation et l'enseignement supérieur** français afin d'offrir une plus grande lisibilité à tous (élèves et parents). Nous passerions ainsi d'un système avec de multiples procédures d'aides/bourses/exonérations (procédures à la charge des parents ou élèves et donc plus exploitable par ceux qui bénéficient déjà d'une bonne compréhension du système) à un système proposant un coût final intégrant toutes les aides/bourses/exonérations auxquelles l'individu serait éligible. Un tel système **reporterait la charge administrative sur les institutions et prestataires de services** (résidences et restaurants CROUS, entreprises de cours de soutien, etc.) qui devraient à posteriori effectuer lesdites procédures. Le problème de lisibilité se transformerait alors en un problème d'efficacité économique à l'échelle nationale : le coup de chaque procédure étant chiffré par chaque administration ou prestataire devrait alors être minimisé par l'Etat pour retrouver un système efficient et rentable pour les entreprises (on notera ici le risque d'effet inverse où les entreprises factureraient de manière plus ou moins dissimulée à leurs clients, les élèves, ces frais administratifs sans chercher à les optimiser, attendant que l'Etat intervienne) Dans tous les cas, cela mettrait une **pression importante sur l'appareil législatif pour simplifier les démarches**. A terme, l'objectif serait que **tout individu soit déchargé des tâches administratives liées à ces procédures de demande d'aide**: le prestataire connaîtrait directement le tarif à appliquer en interrogeant une base de donnée centrale (de l'Etat regroupant toutes les informations et vérifications logiques préalables) à partir du numéro d'identité de la personne et les aides seraient versées rapidement après conclusion de la "vente".

Il semble toutefois essentiel de garder des commissions d'attributions de bourses, afin de préserver une dimension humaine et subjective, et donc pouvoir appréhender les situations particulières (il est très difficile de faire rentrer des humains dans des cases). Ainsi, des commissions spécifiques, telles que celles du CROUS se réunissant régulièrement, pourraient être généralisées. Plus globalement, un tel système généraliserait non seulement l'accès mais également l'utilisation des aides proposées par les collectivités et fondations

¹⁴ Accompagnants d'élèves en situation de handicap.

¹⁵ <https://www.petitemu.fr/blog/handicap-invisible-lecole-pas-encore-pleinement-inclusive> ; pistes d'amélioration des formations du personnel : <https://ecole-et-handicap.fr/formation-enseignants-partenariat/> [consultés le 21/08/25]

diverses : le coût supplémentaire (surtout durant la période de transition) serait impossible à assumer sans intervention de l'Etat (dotation CROUS par exemple).

La formation continue

Le poids du diplôme obtenu au terme de la formation initiale sur le statut social de l'individu est un amplificateur d'inégalité et de reproduction sociale. Une solution pourrait donc être à la fois d'**affaiblir le poids de l'école-diplôme sur le statut socio-économique**¹⁶ de l'individu tout en **développant un système de formation continue reconnue et valorisée** tout au long de la vie (exemple des cours du soir proposés par le Cnam, les Mooc ou les cours gratuits d'Harvard¹⁷).

Pour démocratiser la formation continue, il paraît essentiel de **dégager du temps** pour les individus souhaitant s'y investir. En effet, actuellement le système de formation continue en France repose sur des accords spécifiques aux entreprises et les cours du soir nécessitent des ressources en temps et en volonté colossales pour des individus dans la vie active avec potentiellement une vie de famille.

Nous proposons donc la mise en place d'un congé (ou d'un allègement du temps de travail) spécifique pour les personnes concernées : celui-ci pourrait être conditionné à une réduction (symbolique) des congés annuels pour prouver la motivation de l'individu. Reste bien entendu la question du financement de cet allègement : l'entreprise, l'Etat ou les deux ?

Le philosophe des techniques Bernard Stiegler rejoint cette idée de dégager du temps pour la formation, la production de savoir, dans ce qu'il appelle l'**économie contributive**¹⁸. Ce modèle économique se base notamment sur le système de rémunération des intermittents du spectacle, dont le temps de formation, et donc d'entretien et de production de savoirs, est comptabilisé dans leurs heures payées¹⁹.

À une moindre échelle, à l'image d'Harvard, les universités et autres établissements publics pourraient alimenter **une encyclopédie ouverte** (à la manière de wikipedia) de leurs supports et contenus pédagogiques. Cela permettrait de proposer à tous des ressources (cours, exercices, etc) vérifiées et de différents niveaux de complexité pour une approche progressive en autodidacte²⁰. Cela ne règle cependant pas le problème

¹⁶ Ce point est particulièrement difficile à atteindre puisqu'il fait partie du registre culturel. Comment faire en sorte qu'à un entretien d'embauche le nom de l'école / la formation suivie n'est pas autant de poids ? Peut-être qu'il y a un travail au niveau de la formation RH ? De la législation au recrutement, de la même manière que pour les stéréotypes de genre, de race, etc. ?

¹⁷ <https://pll.harvard.edu/catalog> [consulté le 22/08/25]

¹⁸ STIEGLER, Bernard, INTERNATION COLLECTIF, et al. *Bifurquer : il n'y a pas d'alternative*. Les Liens qui Libèrent, 2020.

¹⁹ Le système d'intermittent du spectacle peut varier en fonction des différents métiers, le parallèle que fait Stiegler n'est peut-être donc pas exact pour tous les métiers d'intermittent du spectacle (acteur·ices, ingénieur·es du son, de la lumière, danseur·euses, etc.).

²⁰ Une grande quantité de cours sont déjà partagés gratuitement sur internet de manière décentralisée. En voici quelques exemples : <https://librecours.net/index.html#show-home> de

d'officialisation de cet apprentissage par un diplôme (la VAE étant très peu utilisé en pratique) ni des ressources en temps nécessaires pour l'individu.

L'éducation nationale

- Promouvoir la **scolarisation précoce** pour rattraper au plus vite les inégalités de la petite enfance. Cela nécessiterait un investissement important des politiques publiques afin de proposer un accueil gratuit des enfants. Cela faciliterait l'accès des familles défavorisées et la reprise d'activité professionnelle par les parents (diminuerait l'arrêt de carrière constaté chez les femmes ?)
- Taux des enfants scolarisés à 2 ans en 2015: 12% en France contre 39% dans l'OCDE et 53% en Finlande.
- **Changer le système d'évaluation pour passer de la notation à l'appréciation**, c'est-à-dire la valorisation des acquis de l'élève et ses marges de progression (SWOT ou autre approche plus qualitative). On peut notamment évoquer l'évaluation par compétences qui est pas mal développée en primaire, mais qui a du mal à se développer dans les classes supérieures, peut-être que l'algorithme de sélection massive de Parcoursup limite aussi ce développement ? Comment permettre de sélectionner des candidats à une formation avec très peu de place ? Les concours et entretiens sont déjà des sélections existantes et on pourrait aussi penser que l'approche par compétence pourrait aussi permettre de démarquer le niveau et les compétences entre différents élèves. L'approche par compétence pourrait ainsi permettre de réduire la stigmatisation et le décrochage des élèves en difficulté en marquant la différence entre la note et le niveau personnel de l'élève. Cela pousserait également les enseignants à une analyse plus fine des capacités de chacun. Le temps supplémentaire nécessaire devrait être compensée par une augmentation sensible du salaire pour rendre le métier d'enseignant plus attractif²¹. Ce serait également l'occasion de **développer l'ambition, la curiosité et à plus long terme la "joie d'apprendre"**.
- **Aborder l'orientation de l'élève bien plus tôt dans la scolarité et y intégrer les parents d'élèves** pour présenter les différentes voies et dispositifs (réduction de l'écart de capital culturel, compréhension des enjeux). Le problème ici sera de susciter l'intérêt à la fois chez l'élève (pour qui il est encore bien trop tôt pour se choisir définitivement une voie) et chez les parents (qui disposent de plus ou moins de temps et de connaissances pour accompagner leur enfant).

Exemple :

- journées dédiées à la présentation dans les grandes lignes de chaque corps de métier et cursus d'études le samedi.
- Généraliser la pratique des journées d'immersion au lycée dans un établissement du supérieur (plus tardivement).

Pour mieux percevoir ce que l'on a envie de faire, il est essentiel d'expérimenter en pratique ce que représente ce métier. Les stages sont en ce sens un excellent outil pédagogique. Il

Stéphane Crozat ; <https://iri-ressources.org/collections/> de Bernard Stiegler ; <https://ocw.mit.edu/> du MIT [consultés le 17/07/25]

²¹ L'Europe de l'éducation en chiffres 2024

pourrait également être désirable de davantage développer des matières pratiques, inviter davantage de professionnels dès la primaire, en particulier les métiers manuels, qui répondent à des besoins de subsistances et avec des savoir-clefs pour l'avenir²² (maraîchage bio, métiers du soin, métiers artistiques, métiers de la réparation, etc.), et bien-sûr inévitablement de personnaliser le suivi pédagogique pour aider le jeune, dès le plus jeune, à se projeter personnellement dans la société, et donc à trouver du sens dans l'école. Tout cela implique, encore une fois, un investissement (de travail, d'énergie, économique, humain, etc.) bien plus important dans l'éducation qu'aujourd'hui.

La low-tech, les technologies appropriées ou conviviales : une voie vers l'équité de l'accès aux savoirs ?

La démarche **low-tech**²³ pose, entre autres, la question de l'**accessibilité des savoirs techniques et technologiques** aux non-experts. Cette démarche émerge dans notre société industrielle (qui n'est, encore une fois, pas la totalité des cultures humaines) où les technologies sont toujours plus complexes, nécessitant ainsi de plus en plus d'experts et parfois même des boîtes noires que l'on ne peut pas comprendre à l'instar de l'IA générative. Ce manque de compréhension du fonctionnement pose des problèmes dans un monde en crise systémique, où il est essentiel de comprendre les causes et conséquences d'un système²⁴. Il paraît donc nécessaire de se réapproprier nos savoirs, notamment techniques mais pas que, à une échelle humaine et collective. Ça ne veut pas dire que tout le monde sache construire une machine à laver, mais qu'en tout cas, il soit plus accessible pour toutes et tous de pouvoir la réparer.

Bien évidemment la logique *Do It Yourself* / bricolage de la low-tech a des limites (récupération) et la place de l'industrie dans une société low-tech est également nodale²⁵ ; un roulement à bille nécessite une production industrielle, élément pourtant indispensable à la production de nombreux objets tels que le vélo.

L'équité de l'accès aux savoirs, le fondement d'une société démocratique

La technologie n'est **pas neutre** et affecte la société²⁶. Un choix technique est donc un **choix de société**, qui transforme le rapport de l'humain à son environnement. Or, les choix

²² Ces savoir-clefs pourraient être décidés collectivement à l'échelle nationale : quels sont les métiers et le travail de demain que l'on souhaite prioriser et valoriser ?

²³ <https://lowtechlab.org/fr> [consulté le 12/07/25]

²⁴ KELLER Arthur, *Les défis du XXIe siècle : des enjeux systémiques - conférence de rentrée HEC* <https://www.youtube.com/live/rbDIFeTaMqs?si=cXzfDCFeKUJ3FXEb&t=2300> [consult le 04/10/23]

²⁵ B, Nicolas. B, Anthony. *Du système D à un projet de société : la low-tech au-delà du bricolage*. Ingénieur-e engagé-e. 2022. <https://ingenieurs-engages.org/2022/11/du-systeme-d-a-un-projet-de-societe-la-low-tech-au-dela-du-bricolage/> [consulté le 12/07/25]

²⁶ La technique façonne l'homme autant qu'il façonne la technique, cf thèse TAC <https://aswemay.fr/res/these-tac.pdf> [consulté le 12/07/25]

technologiques sont aujourd'hui **régis par la suprématie économique**²⁷, ce qui entraîne des décisions non éclairées et unilatérales.

Ne faudrait-il pas mieux refonder radicalement notre manière de choisir nos technologies pour réellement les choisir collectivement, de manière démocratique, et donc de reprendre en main des choix de société ? Et c'est justement la notion d'*équité* qui est à la base de la démocratie afin de pouvoir récolter les savoirs divers provenant des échanges, interactions et réflexions entre experts scientifiques, techniques, et citoyens "profanes", avant tout experts du terrain, de l'usage, de la pratique. Le savoir est une arme qui peut donner accès au pouvoir et donc aux prises de décisions.

Pour conclure : quelques idées pour garantir une équité de l'accès aux savoirs

Pour travailler sur l'équité de l'accès aux savoirs, sollicitez les personnes concernées : les personnes qui ont un accès restreint aux savoirs

C'est-à-dire par exemple les décrocheurs scolaires, les personnes ayant un emploi précaire, les classes populaires, etc. Ce sont des personnes qui vont difficilement venir volontairement dans le programme de *l'académie des technologies avec les jeunes*. Ainsi, cela nécessite un effort pour aller vers ces personnes et leur solliciter leur temps de manière efficace ; avoir des objectifs clairs de pourquoi on a besoin d'elles, sur quelle durée, pour quoi faire, et garantir un résultat concret pour améliorer leur situation²⁸.

L'école : de l'outil de reproduction sociale à l'outil de formation de citoyens éclairés et critiques

En France, le diplôme détermine souvent le statut social. L'école ne corrige pas les inégalités mais tend plutôt à les renforcer, en poussant les élèves selon des critères souvent liés à leur origine sociale, plutôt qu'à leurs compétences réelles. On peut donc penser à différentes solutions pour lutter contre ce renforcement des inégalités telle que la valorisation du métier d'AESH²⁹ aussi bien économiquement que socialement pour le rendre plus attrayant, et ainsi permettre un meilleur accompagnement.

Nous pensons qu'un gros point de vigilance doit être attribué au **décrochage scolaire** : un accompagnement davantage personnalisé dès le plus jeune âge, avec des projections professionnelles qui permettent de mettre du sens dans son parcours. Ceci implique des

²⁷ Comme le montre Alessandro Pignocchi et Philippe Descola dans leur livre *Ethnographie des mondes à venir* (2022), c'est bien même toute notre société occidentale qui est régis par ce qu'ils appellent la "suprématie économique". Mais cette logique hégémonique n'a rien d'évident puisque d'autres économies ont pré-existé et existent aujourd'hui en marge du capitalisme industriel.

²⁸ ATD QUART MONDE. *Réussir la participation de toutes et tous : petit guide pratique pour agir*. Novembre 2021. <https://www.atd-quartmonde.fr/publications/reussir-la-participation-de-toutes-et-tous-petit-guide-pratique-pour-agir/> [consulté le 05/09/25]

²⁹ *Accompagnants d'élèves en situation de handicap*. A la rentrée 2025 1 enfant sur 10 en situation de handicap n'a pas pu être scolarisé en raison d'un manque d'AESH. <https://www.leparisien.fr/societe/ces-eleves-handicapes-prives-de-rentree-scolaire-faute-daesh-on-ne-nous-donne-aucune-solution-01-09-2025-3I3FFDGZ4NEFVFTJKWKI54JJRM.php> [consulté le 05/09/25]

classes à effectifs réduits et donc plus d'enseignants. On revient donc sur le même point de valorisation du corps enseignant tout comme pour les AESH... Pour ce qui est du sens et des projections professionnelles, on peut notamment penser au dispositif actuel des *Cité éducatives* dans les QPV³⁰ qui permet de sortir du cadre scolaire dans le temps scolaire afin de voir des métiers de terrain nécessaires tels que le maraîchage, les métiers de soin, de production de besoins primaires, etc. C'est aussi un levier intéressant pour rendre plus accessible des métiers classiquement non accessibles pour cette classe sociale. Enfin une plus grande liberté sur le programme pourrait permettre une meilleure flexibilité et adaptation du corps enseignant.

“En France, l'école transmet surtout la peur de la faute. Pourtant on pourrait éviter de faire grandir les enfants dans un système centré sur l'évaluation et les contrôles. Un scientifique, lui, progresse en se trompant et en apprenant de ses erreurs. Faire de l'erreur une source de peur à l'école est donc à la fois contre-productif et contraire à l'esprit scientifique.” ~ Bernard Lahire, professeur de sociologie

Réduire les inégalités de capital culturel, social et économique

Les familles n'ont pas toutes les mêmes ressources pour accompagner leurs enfants dans le système scolaire. Le **capital culturel** transmis dès la petite enfance influence les chances de réussite, tout comme les **moyens économiques** et les **réseaux sociaux** (virtuels et physiques) disponibles. Les prestations sociales telles que la CAF sont déjà des premières bases pour amoindrir les inégalités économiques nécessaires mais pas suffisantes. L'Etat pourrait également choisir de soutenir les diverses actions luttant contre ces inégalités dans les quartiers les plus défavorisés (QPV par exemple) afin de mieux accompagner les familles les plus démunies. On peut notamment penser aux associations de quartiers à l'instar de *Destins Liés*³¹ qui forme en particulier les jeunes au leadership, à l'empouvoirement collectif, ou encore *la relève bariolée*³², une troupe de théâtre qui émane directement des quartiers populaires et permet donc de populariser un pan de la culture.

Rompre l'autocensure et les barrières invisibles

Certaines filières sont perçues comme inaccessibles par les élèves issus de milieux plus modestes. Cela provoque une **autocensure**, accentuée par le coût des études, la méconnaissance des filières et le manque de soutien personnalisé dans l'orientation. Une réflexion similaire sur l'inégalité d'accès peut aussi se faire sous le prisme du genre. Le coût d'une éventuelle réorientation est également un facteur fort : face à la possibilité d'un échec en bac+1/+2, certains préféreront choisir une autre voie que ce qu'ils désirent. Diverses associations d'éducation populaires luttent d'ors et déjà contre ces mécanismes perniciox tels que l'association *Cité des Chances*³³ qui cherchent à promouvoir l'engagement en sciences politiques des jeunes de banlieues, ou encore des associations qui luttent contre

³⁰ *Quartiers Politiques de la Ville*, quartiers les plus défavorisés socio-économiquement en France.

³¹ <https://destins-lies.org/> [consulté le 22/08/25]

³² <https://www.instagram.com/larelevebariolee/> [consulté le 22/08/25]

³³ <https://www.citedeschances.org/> [consulté le 21/08/25]

les stéréotypes de genre pour rendre les études scientifiques et techniques plus accessibles aux femmes (*Elles bougent, Sciences Egales* à l'UTC³⁴). L'Etat pourrait financer et promouvoir ce genre d'actions que ce soit à l'échelle publique, privée comme associative.

Réparer un système d'aides opaque et inefficace

Les aides scolaires sont nombreuses mais souvent peu lisibles et difficiles à obtenir pour les familles les plus éloignées du système. Une **simplification et automatisation** de leur attribution permettrait une meilleure équité. Il faudrait aussi intégrer une part de traitement humain pour les cas particuliers.

*"29 % des étudiants bénéficient d'une bourse du CROUS, mais pour beaucoup, elle est trop faible pour couvrir leurs besoins. [...] 15 % des boursiers ne bénéficient pas du repas CROUS à 1 €, faute d'information."*³⁵

Même si l'aide sociale étudiante aujourd'hui en France est une bonne base sur laquelle se reposer, on peut néanmoins souligner un manque de moyens humains³⁶, financiers et informationnels pour accompagner les jeunes et lutter contre la précarité étudiante.

Pour une démocratie fondée sur l'accès équitable aux savoirs

L'accès aux savoirs est une condition essentielle de la démocratie. Il faudrait **repenser l'école, la formation continue et la transmission des savoirs** dans une logique d'inclusion, d'autonomie et de justice sociale, en particulier à l'heure des crises systémiques, technologiques et environnementales.

La technologie n'est **pas neutre** et affecte la société³⁷. Un choix technique est donc un **choix de société**, qui transforme le rapport de l'humain à son environnement. Or, les choix technologiques sont aujourd'hui **régis par la suprématie économique**³⁸, ce qui entraîne des décisions non éclairées et unilatérales.

Ne faudrait-il pas mieux refonder radicalement notre manière de choisir nos technologies pour réellement les choisir collectivement, de manière démocratique, et donc de reprendre en main des choix de société ? Et c'est justement la notion d'*équité* qui est à la base de la démocratie afin de pouvoir récolter les savoirs divers provenant des échanges, interactions et réflexions entre experts scientifiques, techniques, et citoyens "profanes", avant tout

³⁴ <https://www.ingenieuses.fr/2023/07/24/association-sciences-egales-utc/> [consulté le 21/08/25]

³⁵ <https://www.ash.tm.fr/insertion/pourquoi-moins-de-10-des-etudiants-precaires-se-disent-heureux-963827.php> [consulté le 22/08/25]

³⁶ Avoir suffisamment de personnel par CROUS pour pouvoir répondre aux requêtes des étudiant·es en moins d'un mois.

³⁷ La technique façonne l'homme autant qu'il façonne la technique, cf thèse TAC <https://aswemay.fr/res/these-tac.pdf> [consulté le 12/07/25]

³⁸ Comme le montre Alessandro Pignocchi et Philippe Descola dans leur livre *Ethnographie des mondes à venir* (2022), c'est bien même toute notre société occidentale qui est régis par ce qu'ils appellent la "suprématie économique". Mais cette logique hégémonique n'a rien d'évident puisque d'autres économies ont pré-existé et existent aujourd'hui en marge du capitalisme industriel.

experts du terrain, de l'usage, de la pratique. Le savoir est une arme qui peut donner accès au pouvoir et donc aux prises de décisions.

Rendre le savoir accessible tout au long de la vie

Prendre en compte les **temps de formation dans le travail rémunéré** afin de valoriser ainsi la production de savoirs (cf économie contributive de B. Stiegler). Dégager du temps aux personnes qui survivent pour vivre, lutter contre la prolétarisation généralisée en proposant une **Dotation Inconditionnelle d'Autonomie (DIA)**³⁹, ce qui signifie permettre à chaque individu d'avoir gratuitement jusqu'à un certain seuil les besoins de subsistance (eau, alimentation, énergie, logement, etc.), puis faire payer de manière exponentielle la surconsommation afin d'amoindrir les inégalités. Ce temps dégagé permettrait même aux classes les plus défavorisées d'avoir du temps dégagé pour avoir un meilleur accès aux savoirs.

Vers des technologies appropriées (low-tech) pour rendre les savoirs techniques plus équitablement accessibles

La démarche **low-tech**⁴⁰ pose, entre autres, la question de l'**accessibilité des savoirs techniques et technologiques** aux non-experts. Cette démarche émerge dans notre société industrielle (qui n'est, encore une fois, pas la totalité des cultures humaines) où les technologies sont toujours plus complexes, nécessitant ainsi de plus en plus d'experts et parfois même des boîtes noires que l'on ne peut pas comprendre à l'instar de l'IA générative. Ce manque de compréhension du fonctionnement pose des problèmes dans un monde en crise systémique, où il est essentiel de comprendre les causes et conséquences d'un système⁴¹. Il paraît donc nécessaire de se réapproprier nos savoirs, notamment techniques mais pas que, à une échelle humaine et collective. Ça ne veut pas dire que tout le monde sache construire une machine à laver, mais qu'en tout cas, il soit plus accessible pour toutes et tous de pouvoir la réparer.

Bien évidemment la logique *Do It Yourself* / bricolage de la low-tech a des limites (récupération) et la place de l'industrie dans une société low-tech est également nodale⁴² ; un roulement à bille nécessite une production industrielle, élément pourtant indispensable à la production de nombreux objets tels que le vélo.

³⁹ LIEGEY, Vincent, MADELAINE, Stéphane, ONDET, Christophe, *et al.* Un projet de décroissance. Manifeste pour une Dotation Inconditionnelle d'Autonomie. *Les Éditions*, 2013.

⁴⁰ <https://lowtechlab.org/fr> [consulté le 12/07/25]

⁴¹ KELLER Arthur, *Les défis du XXIe siècle : des enjeux systémiques - conférence de rentrée HEC* <https://www.youtube.com/live/rbDIFEtaMqs?si=cXzfDCFeKUJ3FXEb&t=2300> [consulté le 04/10/23]

⁴² B, Nicolas. B, Anthony. *Du système D à un projet de société : la low-tech au-delà du bricolage*. Ingénieur.e engagé.e. 2022. <https://ingenieurs-engages.org/2022/11/du-systeme-d-a-un-projet-de-societe-la-low-tech-au-dela-du-bricolage/> [consulté le 12/07/25]

Idées clefs

- **GT1-1** – Aller vers les publics éloignés pour concevoir l'équité en sollicitant décrocheurs, travailleurs précaires et classes populaires avec objectifs clairs, durée définie et résultats concrets.
- **GT1-2** – Transformer l'école de reproductrice d'inégalités en outil de formation citoyenne, en valorisant enseignants et AESH, accompagnement individualisé et ouverture aux métiers essentiels.
- **GT1-3** – Réduire les inégalités de capital culturel, social et économique en soutenant familles défavorisées et associations de quartier agissant comme relais éducatifs et culturels.
- **GT1-4** – Rompre l'autocensure et les barrières invisibles en luttant contre stéréotypes sociaux et de genre grâce à accompagnement renforcé et associations spécialisées.
- **GT1-5** – Simplifier et automatiser l'attribution des aides scolaires et sociales pour plus d'équité tout en conservant un traitement humain pour les cas particuliers.
- **GT1-6** – Refonder la démocratie sur l'accès équitable aux savoirs et un choix collectif et éclairé des technologies structurant la société.
- **GT1-7** – Rendre le savoir accessible tout au long de la vie en valorisant formation rémunérée, dotation d'autonomie et réduction des inégalités.
- **GT1-8** – Promouvoir des technologies appropriées low-tech favorisant compréhension, réparabilité et réappropriation collective des savoirs techniques et industriels.

GT2 – Faire évoluer les savoirs clefs

Poster



Académie des technologies avec les jeunes

GT2 FAIRE ÉVOLUER LES SAVOIRS CLÉS

QU'EST-CE QU'UN SAVOIR CLÉ ?



Un savoir clé est un savoir ou une compétence essentielle permettant aux citoyens de s'épanouir individuellement et de participer activement à la société. Il ne s'agit pas seulement de connaissances scolaires, mais aussi d'aptitudes pratiques, critiques, sociales et émotionnelles. Ils recouvrent aussi bien la vie quotidienne comme gérer son temps et son argent, s'exprimer clairement, ou utiliser les outils numériques courants que les enjeux collectifs, par exemple comprendre le fonctionnement des institutions et de ses droits, participer à un débat constructif, ou exercer son esprit critique face à l'information.

UNE CITOYENNETÉ ÉCLAIRÉE



- Développer une **communication** sensible et empathique : savoir s'exprimer, écouter, gérer ses émotions et éviter les discriminations.
- Acquérir un **regard transversal** : relier les disciplines et comprendre les enjeux complexes (IA, climat, économie, société).
- Cultiver un **esprit critique** : distinguer les informations fiables des fausses, comprendre les biais cognitifs, analyser les discours.
- Favoriser le **lien social** au-delà des réseaux numériques (espaces d'échange, expériences collectives).

POUR UN PROGRÈS RAISONNÉ, CHOISI ET PARTAGÉ : TECHNOLOGIES ET ÉTHIQUE



- **Réduire la fracture numérique** : démocratiser l'accès aux outils numériques, former les publics éloignés.
- Développer une **maîtrise** critique des **technologies** : comprendre leur fonctionnement, leurs opportunités mais aussi leurs risques (données personnelles, cyberharcèlement, manipulations).
- Promouvoir des **algorithmes** plus **vertueux**, intégrant des critères éthiques et laissant aux citoyens un pouvoir de choix.
- Relier les **savoirs technologiques** aux **grands enjeux collectifs** (transition écologique, démocratie, emploi) pour permettre des décisions éclairées.

L'ÉDUCATION COMME SOCLE DE LA DÉMOCRATIE



- L'école doit former avant tout des **citoyens éclairés**, pas seulement des professionnels.
- Développer l'**esprit critique**, la connaissance des institutions, la **conscience environnementale**, ainsi que des compétences pratiques pour la vie adulte (santé, droits, finances, logement, outils numériques).
- Repenser les méthodes pédagogiques : valoriser la logique et la diversité des raisonnements, réduire la pression des notes, donner confiance aux élèves.
- Assurer un enseignement **vivant et flexible**, capable de s'adapter aux évolutions sociales et technologiques.
- Nécessité d'un financement accru pour **réduire les inégalités**, désengorger les classes et permettre un suivi personnalisé.

UN ÉTAT GARANT DE LA CONFIANCE ET DU DÉBAT



- L'État doit être une **institution** inspirant **confiance**, proche des citoyens et ancrée dans leur quotidien.
- Renforcer la culture du débat : organiser des échanges publics **constructifs** où les opinions sont **respectées** mais confrontées de façon **critique**.
- S'appuyer sur un **multilatéralisme** solide, en renforçant le rôle des **contre-pouvoirs** (médias, experts indépendants).
- Structurer l'accès aux **savoirs immuables** (droits, santé, impôts, services publics) via des plateformes claires et un accompagnement humain dans chaque territoire.

DES ENTREPRISES ACTRICES DU CHANGEMENT



- Les entreprises doivent assumer leur **responsabilité** dans la consommation qu'elles **créent et stimulent**.
- Donner du **sens** et de la **valeur** au **travail**, aux biens et aux services, en distinguant prix, utilité et durabilité.
- Favoriser une **production raisonnée**, tournée vers les besoins réels, pour encourager une **consommation responsable**.

ALEXANDRE, ANTOINE, JEAN-BAPTISTE, ELISE, MIKE, MOUNA, NATHAN, NORA ET THOMAS

Textes du poster : Faire évoluer les savoirs clés

Qu'est-ce qu'un savoir clé ?

Un savoir clé est *un savoir ou une compétence essentielle permettant aux citoyens de s'épanouir individuellement et de participer activement à la société*. Il ne s'agit pas seulement de connaissances scolaires, mais aussi d'aptitudes pratiques, critiques, sociales et émotionnelles. Ils recouvrent aussi bien la vie quotidienne comme gérer son temps et son argent, s'exprimer clairement, ou utiliser les outils numériques courants que les enjeux collectifs, par exemple comprendre le fonctionnement des institutions et de ses droits, participer à un débat constructif, ou exercer son esprit critique face à l'information.

L'éducation comme socle de la démocratie

- L'école doit former avant tout des **citoyens éclairés**, pas seulement des professionnels.
- Développer **l'esprit critique**, la connaissance des institutions, la **conscience environnementale**, ainsi que des compétences pratiques pour la vie adulte (santé, droits, finances, logement, outils numériques).
- Repenser les méthodes pédagogiques : valoriser la logique et la diversité des raisonnements, réduire la pression des notes, donner confiance aux élèves.
- Assurer un enseignement **vivant** et **flexible**, capable de s'adapter aux évolutions sociales et technologiques.
- Nécessité d'un financement accru pour **réduire** les **inégalités**, désengorger les classes et permettre un suivi personnalisé.

Une citoyenneté éclairée

- Développer une **communication** sensible et empathique : savoir s'exprimer, écouter, gérer ses émotions et éviter les discriminations.
- Acquérir un **regard transversal** : relier les disciplines et comprendre les enjeux complexes (IA, climat, économie, société).
- Cultiver un **esprit critique** : distinguer les informations fiables des fausses, comprendre les biais cognitifs, analyser les discours.
- Favoriser le **lien social** au-delà des réseaux numériques (espaces d'échange, expériences collectives).

Un état garant de la confiance et du débat

- L'État doit être une **institution** inspirant **confiance**, proche des citoyens et ancrée dans leur quotidien.
- Renforcer la culture du débat : organiser des échanges publics **constructifs** où les opinions sont **respectées** mais confrontées de façon **critique**.
- S'appuyer sur un **multilatéralisme** solide, en renforçant le rôle des **contre-pouvoirs** (médias, experts indépendants).

- Structurer l'accès aux **savoirs immuables** (droits, santé, impôts, services publics) via des plateformes claires et un accompagnement humain dans chaque territoire.

Des entreprises actrices du changement

- Les entreprises doivent assumer leur **responsabilité** dans la consommation qu'elles **créent** et **stimulent**.
- Donner du **sens** et de la **valeur** au **travail**, aux biens et aux services, en distinguant prix, utilité et durabilité.
- Favoriser une **production raisonnée**, tournée vers les besoins réels, pour encourager une **consommation** responsable.

Pour un progrès raisonné, choisi et partagé : technologies et éthique

- **Réduire la fracture numérique** : démocratiser l'accès aux outils numériques, former les publics éloignés.
- Développer une **maîtrise** critique des **technologies** : comprendre leur fonctionnement, leurs opportunités mais aussi leurs risques (données personnelles, cyberharcèlement, manipulations).
- Promouvoir des **algorithmes** plus **vertueux**, intégrant des critères éthiques et laissant aux citoyens un pouvoir de choix.
- Relier les **savoirs technologiques** aux grands **enjeux collectifs** (transition écologique, démocratie, emploi) pour permettre des décisions éclairées.

Texte de recherche

Problématique :

Quels sont réellement les savoirs fondamentaux et comment les préserver ? Ces savoirs, essentiels pour comprendre le monde et agir de manière éclairée, incluent les bases des sciences naturelles, physiques, technologiques et humaines, mais aussi des compétences pratiques et transversales, comme apprendre à apprendre, savoir-faire ou savoir communiquer. Risquent-ils d'être éclipsés par des savoirs plus éphémères ou spécialisés ? Quels savoirs devons-nous privilégier pour permettre à chacun de maîtriser les technologies modernes de manière réfléchie, notamment dans un monde en transition ?

Dans quelle mesure doit-on désapprendre ? En tant que jeunes, comment pouvons-nous réfléchir à l'évolution de ces savoirs et à leur rôle dans la construction des solutions de demain ?

Savoirs à l'échelle de l'Etat

Démocratiser l'utilisation des technologies dans les services publics

En France, beaucoup de démarches sont encore simplifiables grâce à la technologie (notamment les tâches administratives). Cette démocratisation existe dans d'autres pays qui sont plus efficaces. Développer la formation aux technologies dans les institutions et chez les utilisateurs (exemple: retraités déconnectés du numérique, perdu à chaque démarche administrative, dont santé, protection en justice, ...).

En matière d'éducation, la réforme du bac est controversée

Trop de spécialisation pour les élèves qui ne sont encore qu'au lycée : résultat, ils se retrouvent enfermés dans certaines filières ou refusés car à la spécialité du bac près ils n'ont pas le bon profil. Certains pays sont plus souples dans le choix d'orientation spécialisation (USA, Suède,...). Autre problème : la fuite des mathématiques de la part des lycéens qui traduit un vrai problème dans l'enseignement des mathématiques en France. Une matière déterminante mais surtout discriminante car c'est sur les maths qu'on fait la sélection. Si l'enseignement ne les rend pas accessibles, ça augmente les inégalités.

Puisque, par définition, le rôle de l'École est de former des citoyens, cet objectif doit être au cœur des cours et activités proposées.

Aujourd'hui, l'école tend (en France, en Amérique, ...) à former de futurs professionnels plutôt que des citoyens (donner exemples). Pour former de bons citoyens capables de traiter et agir sur les sujets de démocraties, les savoirs suivants doivent être développés dans le cadre scolaire, dans tous les établissements, dont le programme est fixé et précis:

- Esprit critique (sensibilisation aux techniques de manipulation, à la rhétorique, pratique de l'analyse des news venant des médias, ...)
- Connaissance du fonctionnement de notre pays (quelles sont nos institutions ? Pourquoi les a-t-on ? Quelle défense ? Quels atouts particuliers dans notre pays ? Quelles industries ? Quels mix énergétique existent ?)
- Savoir organiser sa vie (enseigner des organisations / des conseils de travail, gestion de son temps de travail, de temps libre, etc., orientation professionnelle, logement,

assurance, santé, impôts, salaire, administratif (banque),...). Connaître et savoir utiliser les plateformes transmettant

- ses savoirs (Article 1, site de l'Etat français, ...).
- -Savoir se protéger (connaître ses droits (possible d'avoir un avocat gratuitement, droit de se défendre,...), savoir où s'informer pour connaître ses droits, savoir quand on a le droit de porter plainte ou pas, ...).
- -Connaître le système politique du pays. Quelles parties ? Qu'est-ce que le vote ? Le rôle du citoyen dans la société. En France politique par le peuple pour le peuple donc il faut montrer au citoyen quelle place il a là-dedans et ce qu'il peut faire pour être bien représenté.

Cela peut passer par des activités régulières de découverte (visite d'une cour d'assise lors d'un procès, exercices pratiques de mises en situations, etc...).

Enseignement conscience environnementale : Un des plus gros enjeux de demain, est de faire face à la crise climatique, pour cela il faut des citoyens éclairés sur la question qui ont conscience de la situation et qui sont donc apte à prendre les décisions. Exemple avec le nucléaire.

L'éducation est la base de la démocratie

L'éducation est la base de la démocratie sans laquelle le fascisme et la folie peuvent s'installer. Il requiert donc un financement important et un intérêt fondamental dans toute pensée démocratique.

L'enseignement des institutions politiques françaises et du fonctionnement du gouvernement sont des connaissances fondamentales qui doivent être connues de tous. Redonner de l'importance aux cours d'EMC (*Education Morale et Civique*) au collège et au lycée ainsi que donner la place aux débats dans le respect est fondamental pour animer la fibre politique des jeunes et leur donner conscience des leviers démocratiques existants.

L'école est également un lieu de mixité sociale et une occasion en or d'inculquer des valeurs de respect et de l'appréciation de la différence.

Revoir la forme et les méthodes d'enseignement pour les adapter au bien être de tous les élèves et à leur bonne compréhension

Méthodes qui récompensent l'élève sur sa logique plutôt que sa capacité à retenir des choses. Il est essentiel de valoriser la diversité des raisonnements chez les élèves, notamment chez les enfants autistes qui peuvent avoir une logique différente. Une même solution peut être atteinte par plusieurs chemins valables. Par exemple, pour résoudre $7 + 5$, un élève peut l'apprendre par cœur, un autre peut faire $7 + 3 = 10$ puis ajouter 2, et un autre encore utiliser ses doigts ou des objets. Ce qui compte, ce n'est pas seulement la réponse, mais la cohérence du raisonnement. Encourager cette diversité permet de ne pas exclure ceux qui pensent autrement tant que la méthode peut mener au bon résultat. Il faut aussi des enseignements pratiques ou des références concrètes à la réalité pour stimuler la mémoire et l'attention de l'élève. -> meilleurs résultats surtout sur la durée donc système éducatif plus efficace.

Moins stresser les élèves avec un système fondé sur la note et l'évaluation. Donner confiance à TOUS les élèves, pas seulement à ceux qui ont de bons résultats.

Financer et considérer l'éducation pour répondre à ces enjeux.

Beaucoup des points précédents ne sont pas bien mis en œuvre essentiellement car le financement et la considération de l'Éducation est trop faible. Par exemple, un manque de financement entraîne des classes pleines à raison de 8h de cours par jour qui ne permet pas au professeur de prendre le temps d'adapter sa méthode à chacun des élèves. Pour un autre exemple, certains élèves comprennent mieux les notions abstraites par une introduction pratique, mais qui n'est pas possible par manque de temps et de moyens. Les élèves sont les citoyens de demain, ce sont eux qui prendront les décisions etc. Négliger leur éducation c'est mettre en péril la France de demain. Exemple des États-Unis, exemple avec les sciences : la montée des antivaxs : retour fort des maladies contrôlées dans le passé aux USA (rougeoles, ...).

Les enjeux actuels étant multi domaines et très complexes, une culture du débat et de la prise de décision collective doit être développée.

Les décisions à l'échelle d'un Etat impactent rarement un seul sujet. Pour prendre des décisions éclairées, une culture multidisciplinaire doit être mise en place.

A l'école, les savoirs des différents domaines sont mixés ensemble lors des cours d'EMC (par exemple). Cela permet de comprendre l'intérêt de chacun des domaines pour traiter les sujets de société. Par exemple, la question de la protection des citoyens par rapport à l'IA a des liens avec les mathématiques, le monde de l'emploi, la philosophie, l'économie, l'art (vol des productions des artistes), ... Notamment par une prise de décision non-plus individuelle (président unique élu, assemblées issues d'une petite catégorie sociale « La grande majorité des parlementaires étaient des cadres ou exerçaient une profession intellectuelle supérieure. Ils représentent 68 % des députés, alors que seulement 11 % de la population française appartient à cette catégorie ». <https://datan.fr/statistiques/groupe-origine-sociale>) mais collective (système de 2 assemblées d'Emmanuel Dockès Voyage en Misarchie, collectif de citoyens et d'experts).

Améliorer la représentation du peuple : plus de vote, plus d'initiatives citoyennes (convention climat).

Pour le projet constitution : c'est pour répondre aux problèmes de représentation, pour répondre aux valeurs républicaines qui sont bafouées, bien argumenté que c'est pas juste un choix politique, c'est les valeurs de notre pays. Démocratie en péril, conséquences sur les citoyens : inégalités etc

Des algorithmes plus vertueux

Les algorithmes ont une influence considérable et croissante sur notre vision du monde, nos comportements et nos aspirations. Il est impératif qu'ils prennent en compte une éthique et les recommandations énoncées dans ce doc en respectant les libertés de chacun.

Les algorithmes s'adaptent à chacun et recommandent du contenu qui pourrait leur plaire. Mais cela a un contre-coût : les algorithmes peuvent nous enfermer dans une bulle de pensée qui nous distancent et nous rendent moins tolérables envers d'autres manières de penser. Il est donc essentiel de redonner aux citoyens le contrôle du contenu qu'ils consomment en ligne. Pour cela, la possibilité de contrôler leur algorithme, ou de donner la possibilité d'avoir un algorithme moins personnalisé, peut-être une piste de solution.

Cette solution peut être vue d'un mauvais œil par les réseaux sociaux qui veulent s'assurer que leurs utilisateurs restent le plus longtemps sur leur application. C'est alors que l'État pourrait intervenir afin de s'assurer que les réseaux sociaux offrent à l'utilisateur plusieurs types d'algorithmes ou la possibilité de l'adapter selon ses préférences. Cela permettrait plus de transparence ainsi qu'une meilleure prise de conscience sur le rôle des algorithmes sur le contenu que l'on consomme.

Savoirs à l'échelle de l'entreprise

Donner un sens au travail : avoir une raison sociale

Les entreprises ne peuvent pas seulement avoir un objectif lucratif. Dans un monde où donner du sens au travail est fondamental, les entreprises se doivent d'avoir une raison sociale. Dans cette démarche, on souligne l'importance des syndicats.

La conscience écologique et éthique a pris une place plus importante dans les convictions de chacun, et se retranscrit dans leur désir de faire un travail aligné avec ces convictions. De plus en plus de personnes se retrouvent en décalage avec leur travail, et parfois désertent. Beaucoup se trouvent face à un mur lorsqu'elles tentent d'apporter des changements dans leur entreprise, et cette sensation d'impuissance est souvent renforcée par leur statut hiérarchique.

Afin de s'assurer que chacun trouve son compte et sente que leur impact social et environnemental est positif, les voix de tous doivent être écoutées et prises au sérieux. L'entreprise doit être un lieu ouvert à la conversation et au changement.

Avoir une vision long-terme

La valeur des choses n'est pas universelle : elle dépend de l'importance que chacun lui accorde. Le paradoxe de l'eau et du diamant en est un bon exemple. L'eau est indispensable à la survie, mais coûte bien moins cher qu'un diamant, alors que son utilité est pourtant moindre. On observe le même phénomène avec les métiers : un médecin, dont le rôle est vital, gagne moins qu'un footballeur célèbre.

Il est essentiel de relativiser la valeur de ce que l'on achète et de distinguer le prix d'achat de la valeur réelle sur le long terme. Par exemple, un téléphone à 100 € qui dure un an revient, sur sa durée de vie, au même coût qu'un téléphone à 500 € utilisé pendant cinq ans. Pivoter de perspective peut permettre d'éviter des décisions impulsives et de privilégier la qualité et la durabilité plutôt que le court-terme.

Ce changement de paradigme est essentiel à la fois pour les entreprises, mais aussi pour les consommateurs, dans un monde marqué par la surconsommation et son impact direct sur l'environnement. Choisir des solutions conçues pour être jetées ou remplacées rapidement génèrent une plus grande quantité de déchets, alors qu'on pourrait se focaliser sur des solutions durables ou facilement réparables, qui profitent à la fois à la planète et à l'entreprise.

Savoirs à l'échelle de l'individu

Comprendre et maîtriser les technologies pour en être acteur et en connaître les risques

Comment les nouvelles technologies marchent, ordinateur, internet etc, quels sont les risques liés à ces technologies : fuites de données qui peuvent mener à des discriminations, arnaques, cyberharcèlement. Spécifiquement pour les réseaux sociaux : comment fonctionnent les algorithmes : enfermement des idées, ou contenu clivant différent de la réalité : risque.

Savoir communiquer

Maîtriser le langage / élocution

Pas seulement sur le plan grammatical, ou l'orthographe : rappeler que c'est dans l'intérêt des élèves de bien s'exprimer pour être entendu et ne pas être discriminé. Il faut aussi encourager l'expression : au-delà du français s'avoir se faire entendre sur ce que l'on pense, oser exprimer ses idées : prise de confiance des élèves et émancipation. Le tout dans le respect et les libertés de chacun. La gestion du langage et des émotions est indispensable pour la vie en communauté et contre la violence générée par l'incompréhension et la mauvaise communication.

Échanger l'information efficacement

Connaître comment l'échange d'information et la communication se produit, ici la théorie de l'information de Claude Shannon est proposée. Comprendre la subjectivité, le bruit, le feedback, pour une meilleure communication

Connaître nos biais cognitifs

Privilégier le fond à la forme, comprendre les biais cognitifs (ex : argument d'autorité)

Intelligence émotionnelle et relationnelle

Chercher à comprendre l'autre

Comprendre le discours d'autrui, c'est aussi chercher à en percevoir la racine: pourquoi pense-t-il ainsi ? Quelles expériences ont façonné cette vision ? Cette ouverture permet d'enrichir nos propres réflexions.

Séparer les idées de la personne

Critiquer/corriger une idée ne doit pas signifier dévaloriser celui qui la porte et inhiber l'initiative

La conversation doit être un terrain de jeu pour les idées, où elles s'entrechoquent et donnent éventuellement naissance à de nouvelles idées. Ce qui est en jeu n'est pas la valeur d'autrui mais plutôt un questionnement commun. Il est donc essentiel de laisser place au doute, à l'hésitation, au changement et même au revirement, pour qu'une conversation porte des fruits intéressants. Ainsi, chacun doit laisser son ego de côté et s'autoriser à remettre en question ses propres idées, et ne pas avoir peur d'adhérer aux idées des autres. L'autre doit être vu non pas comme un adversaire, mais plutôt comme un coéquipier.

Lien social

Tiers lieux

Avec l'avènement des réseaux sociaux, les lieux d'échanges et de rencontres ont évolué entraînant une crise de sociabilité. Favoriser ces lieux, c'est favoriser le lien social, la solidarité et l'esprit communautaire.

L'expérience collective, comme les voyages scolaires, jouent un rôle précieux dans le lien collectif

Philosophie

Désirs

Les réseaux sociaux créent une insatisfaction permanente en nous exposant et jouant sur nos désirs souvent inaccessibles. Maîtriser ses pulsions est essentiel pour le bien être, la philosophie en est un chemin (Spinoza par exemple est proposé)

Idées clefs

- **GT2-1** – (État) Démocratiser l'utilisation des services publics numériques en assurant accompagnement renforcé et accessibilité réelle pour tous.
- **GT2-2** – (État) Assurer une structure d'accès universel aux savoirs immuables du quotidien, simple et à visage humain.
- **GT2-3** – (État) Refonder l'École pour former des citoyens critiques en réduisant la pression des résultats et en valorisant la réflexion plutôt que la spécialisation.
- **GT2-4** – (État) Préparer les futurs citoyens à la vie par esprit critique et connaissances pratiques nécessaires pour organiser, gérer et se protéger.
- **GT2-5** – (État) Financer l'éducation à hauteur de son rôle fondamental comme socle de la démocratie.
- **GT2-6** – (État) Développer une culture du débat et de la décision collective pour affronter des enjeux multidomains complexes.
- **GT2-7** – (État) Encadrer des algorithmes vertueux garantissant liberté, transparence et respect de l'éthique.
- **GT2-8** – (Individus) Comprendre et maîtriser les technologies pour en être acteur éclairé et mesurer leurs risques.
- **GT2-9** – (Individus) Développer l'expression et la communication pour participer activement au partage et au débat.
- **GT2-10** – (Individus) Permettre à chacun de choisir un algorithme éthique validé sur les réseaux sociaux afin de limiter les biais imposés.
- **GT2-11** – (Individus) Reconnaître et maîtriser ses biais cognitifs pour renforcer l'esprit critique et la lucidité individuelle.
- **GT2-12** – (Individus) Développer intelligence émotionnelle et empathie afin d'encourager des échanges apaisés et constructifs.
- **GT2-13** – (Individus) Favoriser des lieux d'échanges et de communication sociale inclusifs et accessibles.
- **GT2-14** – (Individus) Devenir autonome face aux besoins et désirs imposés par les réseaux sociaux pour préserver son indépendance.
- **GT2-15** – (Entreprises) Repenser le rôle des entreprises au-delà du profit et assumer leur responsabilité sociale et sociétale.
- **GT2-16** – (Entreprises) Donner sens au travail et réévaluer la valeur sociale réelle des activités économiques et professionnelles.
- **GT2-17** – (Entreprises) Produire de manière raisonnée, durable et non consumériste en rompant avec la logique d'obsolescence et de surproduction.
- **GT2-18** – (Savoirs Immuables) Créer une infrastructure d'accès simplifié et universel aux savoirs immuables et quotidiens.
- **GT2-19** – (Savoirs Immuables) Valoriser les discours d'experts indépendants comme contre-pouvoirs éclairant les choix politiques et sociétaux.
- **GT2-20** – (Savoirs Immuables) Réhabiliter le journalisme comme outil de contre-pouvoir, fiable et diversifié pour la démocratie.

GT3 - Savoirs, Mémoires et Vérité


Poster

SAVOIRS, MÉMOIRES & VÉRITÉ


SAVOIRS = Ensemble des connaissances d'une personne ou d'une collectivité. Elles sont acquises par le raisonnement, l'observation, l'apprentissage et/ou l'expérience et sont mobilisables à posteriori.

MÉMOIRES = Ce qu'une personne ou une collectivité enregistre, conserve et restitue pour la postérité. » En ajoutant l'idée d'un processus impliquant des personnes/entités.


VÉRITÉ = Ce qui existe indépendamment de l'esprit qui le conçoit. » En ajoutant le rapport que chacun peut entretenir avec la vérité. Nous avons également discuté le fait que le terme est ici au singulier ce qui est un parti pris.




Amélie R.




Ines D-Z




Ariane L.




Christelle de B.



Lucas D.



Maurice G.



Maxime L.

La confiance comme pilier de la vérité :

- La confiance est un élément clé pour former des repères communs fiables. Il est donc essentiel de renforcer la confiance envers les institutions publiques, les médias d'investigation (charte de Munich) et la méthode scientifique.
- E.g. Des propos faux relayés par des représentants publics (e.g. lien entre cancer et chlordécone) portent atteinte à la confiance que l'on accorde aux institutions publiques.

De l'humilité face à la complexité :

- Nous sommes pris dans une tension entre la complexité du monde et notre besoin de simplification.
- E.g. La technologie, longtemps synonyme de progrès, n'est pas un remède universel. Reconnaître et accepter ses limites nous permet de progresser autrement.

Les consensus scientifiques mis à l'épreuve ?

- Il y a parfois des incitations (économiques) pour discréditer des consensus scientifiques. Le chemin vers la vérité est donc semé d'embûches.
- E.g. les Big Tobacco ont volontairement financé des études scientifiques pointant le caractère cancérigène d'autres polluants afin de détourner l'attention portée au tabac.
- E.g. Concernant le climat, JB Fresco pointe un déséquilibre dans la littérature scientifique en faveur des solutions technologiques (et en défaveur des solutions de décroissance et de sobriété).

Le roman national est l'exemple parfait d'une mémoire collective qui ne constitue pas une vérité scientifique

Histoire = mémoires scientifiques + mémoires collectives moins rigoureuses et répondantes à d'autres enjeux.


Roman national = mémoires et mythes nourrissant une culture commune renforçant l'identité nationale.

Son utilisation à des fins politiques provoque parfois des frictions avec d'autres romans nationaux et avec l'histoire scientifique (critique du Puy du Fou).





Contradiction de vérités

Il peut exister plusieurs « vérités » qui se contredisent alors qu'elles émanent d'organes d'autorité (institutionnels, juridiques ou scientifiques) ce qui complexifie la construction d'une **unique vérité collective**.

Le scandale du chlordécone dans les Antilles illustre bien comment, à un instant t, les vérités institutionnelles, scientifiques et juridiques ont pu diverger et divergent.



Processus de vérités :







Ces processus répondent à des questions différentes et se basent sur un ensemble de critères qui leur sont propres.

- Science: Réplicabilité, Cohérence théorie/expérience, dynamisme
- Journalisme: Déontologie, recoupement des sources, contradictoire, investigation
- Justice: Constitutionnalité, impartialité, enquête
- Religion: Vérités révélées, confiance/foi, expérience spirituelle

Dire d'une information qu'elle est vraie revient à faire confiance à deux choses: la source en tant qu'entité et son processus de travail.

Infiltration chez les platistes ! - Une étude de cas sur les vérités alternatives



- Biais de confirmation causé par une très forte bulle de filtre
- Groupe vecteur de lien social et de divertissement (private jokes, partage de memes anti-globistes)
- Biais d'engagement
- Disonance cognitive
- Forte présence de figures d'autorités scientifiques
- Effet de vérité illusoire par exposition répétée


Interrogation survenue en réunion de travail: Le compléarisme est-il un problème de connaissances ou de parcours personnel ?

Construction de la mémoire collective

La mémoire n'est pas que le fruit d'un travail conscient et individuel, elle est façonnée par des œuvres littéraires, cinématographiques, picturales importantes pour la transmission et la structuration de la mémoire collective.

Dans le domaine juridique par exemple, depuis 1987, 14 procès "historiques" ont été filmés intégralement pour en garder une trace de crimes de guerres, génocides, etc..

A partir de ces procès "historiques" on a questionné nos mémoires à travers un questionnaire dont certaines réponses sont présentées ci dessous.



La mémoire n'a pas besoin d'être vraie alors que la vérité s'appuie sur les mémoires

Deux logiques différentes :

mémoire = processus subjectif, construction, malléable, émotion

vérité = processus qui tend vers l'objectivité, preuves multiples, points de vue divers.

La vérité a besoin des mémoires pour confronter les preuves matérielles.

La vérité s'appuie sur les mémoires : Dans le domaine historique, l'historien part des mémoires (matérielles ou immatérielles), son but est de dépasser la mémoire individuelle pour approcher la vérité (diversité des sources). Dans le domaine de la chimie, des mathématiques, de la biologie, la vérité s'appuie sur la mémoire empirique (savoirs et expériences déjà acquis) et cherche constamment à valider, réfuter et faire évoluer ses savoirs et connaissances.

Mémoire et vérité sont donc complémentaires : La mémoire construit l'identité mais elle n'est pas tenue par l'exactitude. La vérité exige une vision critique et intègre les mémoires. Les mémoires nourrissent la vérité et la vérité corrige les mémoires.

Questions ouvertes et sujets de réflexion supplémentaires :

Mémoire et vérité dans le monde numérique, une frontière fragile

Protection des mémoires même si elles sont fausses ?

Les lieux de mémoires et les lois mémorielles : la mémoire collective au détriment de la vérité historique ?

Les faux souvenirs : vérité sincère mais fautive

Paul Ricoeur : mémoire fidèle, mémoire manipulée, mémoire empêchée

Maurice Halbwachs et Pierre Nora : travaux sur le concept de mémoire collective

Textes du poster : Savoir, mémoires et vérités

Amélie R – Inès D-Z – Ariane L – Christelle de B. – Lucas D – Maurice G – Maxime L

SAVOIRS = Ensemble des connaissances d'une personne ou d'une collectivité. Elles sont acquises par le raisonnement, l'observation, l'apprentissage et/ou l'expérience et sont mobilisables a posteriori.

MÉMOIRES = Ce qu'une personne ou une collectivité enregistre, conserve et restitue pour la postérité. En s'ajoutant l'idée d'un processus impliquant des personnes/entités.

VÉRITÉ = Ce qui existe indépendamment de l'esprit qui le conçoit. En ajoutant le rapport que chacun peut entretenir avec la vérité. Nous avons également discuté le fait que le terme est ici au singulier ce qui est un parti pris.

La confiance comme pilier de la vérité

La confiance est un élément clé pour former des repères communs fiables. Elle est donc essentielle à la confiance envers les institutions publiques, les médias d'investigation (charte de Munich) et la médiation scientifique. À l'ère des fake news relayées par des représentants publics (e.g. Trump), un excès ou effondrement partiel de la confiance que l'on accorde aux institutions publiques.

De l'humilité face à la complexité

Nous sommes pris dans une tension entre la complexité du monde et notre besoin de simplification.

E.g. La technologie, longtemps synonyme de progrès, n'est pas un remède universel. Reconnaître et accepter ses limites nous permet de progresser autrement.

Les consensus scientifiques mis à l'épreuve



Il y a parfois des inclinations (économiques) pour discréditer des consensus scientifiques. Le chemin vers la vérité est donc semé d'embûches.

Exemples :

- Big Tobacco avait volontairement financé des études scientifiques pointant le caractère anodin des pollutions ou déformant le fait prouvé.
- Concernant le climat, l'IPU finance toujours un déséquilibre dans la littérature scientifique en faveur des solutions technologiques (et en défaveur de solutions de décroissance et de sobriété).

La fabrique de l'ignorance, documentaire de Pascal Vasselin et Franck Cuveillier, 2021

Le roman national : exemple parfait d'une mémoire collective qui ne constitue pas une vérité scientifique

Histoire ≠ mémoire scientifique : les mémoires collectives moins rigoureuses et répondent à d'autres enjeux.

Roman national = mémoires et mythiques nourrissant une culture commune renforçant l'identité nationale.

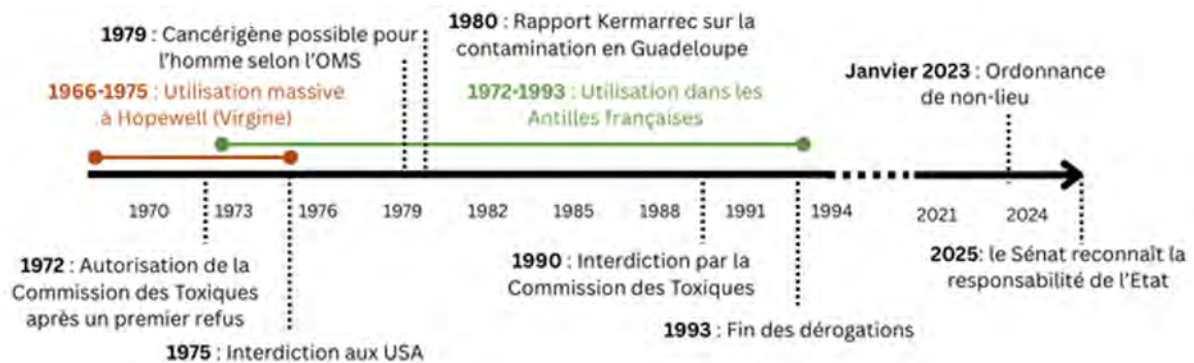
Son utilisation à des fins politiques provoque parfois des frictions avec d'autres romans nationaux et avec l'histoire scientifique (réécriture du Puy du Fou).



Contradiction de vérités

Il peut exister plusieurs « vérités » qui se contredisent alors qu'elles émanent d'organismes d'autorité (institutionnels, juridiques ou scientifiques) ce qui complexifie la construction d'une unique vérité collective.

Le scandale du chlordécone dans les Antilles illustre bien comment, à un instant t, les vérités institutionnelles, scientifiques et sociétales se heurtent.



Processus de vérités

Ces processus répondent à des questions différentes et se basent sur un ensemble de critères qui leur sont propres.

Science : Réplicabilité, cohérence théorie/expérience, dynamisme

Journalisme : Déontologie, recoupement des sources, contradiction, investigation

Justice : Véracité, validité, impartialité, preuve

Religion : Vérités révélées, confiance, expérience spirituelle

Une circulation d'information est vitale à faire confiance à deux choses : la source tant qu'elle n'est pas en processus de travail.

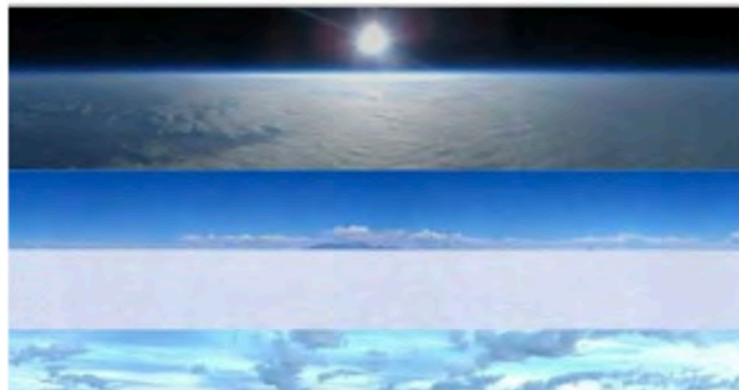
(Icônes : science, religion, justice, journalisme)

Infiltration chez les platistes - Une étude de cas sur les vérités alternatives

- Biais de confirmation causé par une très forte bulle de filtre

- Groupe vecteur de lien social et de divertissement (private jokes, partage de memes anti-globistes)
- Dissonance cognitive
- Forte présence de figures d'autorité scientifiques
- Effet de vérité illusoire par exposition répétée

Interrogation survenue en réunion de travail : Le complotisme est-il un problème de connaissances ou de parcours personnel ?



TERRE PLATE SANS GLOBISTES >

🔒 Groupe (Privé) · 2 010 membres

Le processus d'élaboration de la vérité est non linéaire

Le processus d'élaboration de la vérité est non linéaire et passe souvent par l'élaboration de controverses. Toute vérité peut être complétée ou remise en cause.

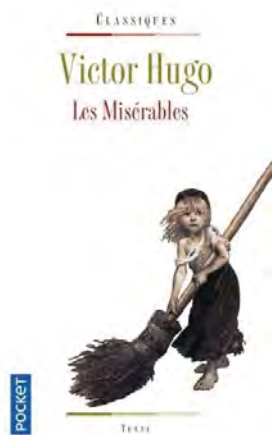
Entre vérité et non-vérité, il existe une zone grise qui influence déjà nos lois et nos choix collectifs.

Exemple : polémique autour du lait Dopulmb dont le point le plus controversé est la restauration de la confiance entre la population et les scientifiques : réfutant ses accusations infondées mais admettant un manque de consensus. → 2 cancérologues, Dr Jérôme Dupuis et Pr Jacques Robert, ont alerté sur la nécessité de croiser les études existantes, d'informer sur les désaccords plutôt que de les cacher et de laisser la place à un arbitrage qui entérine les différents risques et valeurs.

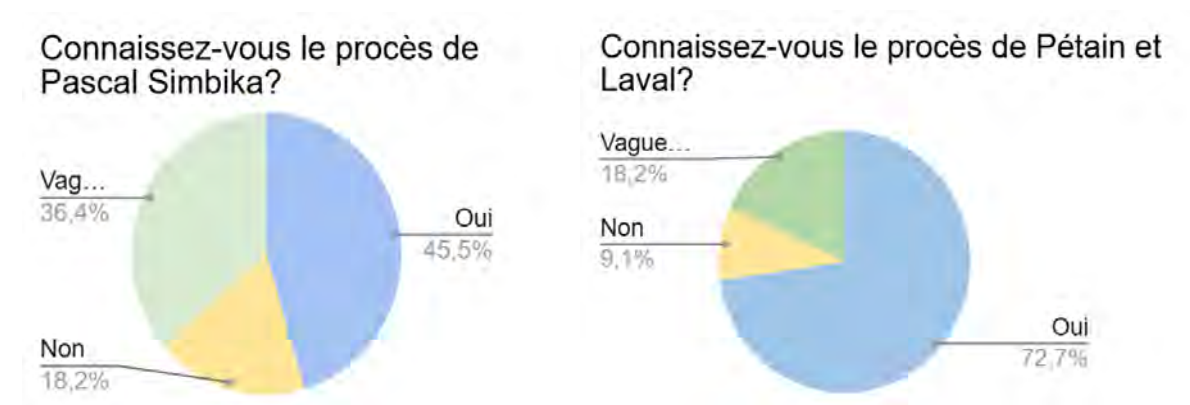
Construction de la mémoire collective

La mémoire n'est pas que le fruit d'un travail conscient et individuel, elle est façonnée par des sources littéraires, cinématographiques, picturales importantes pour la transmission et l'instauration de la mémoire collective.

Dans le domaine juridique par exemple, depuis 1987, il s'agit d'"histoires" et de films relatant les procès des grands génocides du XXe siècle.



À partir de ces procès "historiques" on a ensuite mesuré la mémoire à travers un questionnaire dont certains éléments sont reproduits dans le graphique ci-contre.



La mémoire n'a pas besoin d'être vraie alors que la vérité s'appuie sur les mémoires

Deux logiques différentes :

- Mémoire = subjective (construction, malléable, émotion forte)
- Vérité = basée des mémoires pour les preuves matérielles

La mémoire collective répond à des enjeux d'identité ; elle n'a pas pour but d'être vraie.

Elle est ancrée dans une culture, un imaginaire, et peut faire oublier des faits réels.

Exemples :

- Mythe napoléonien : glorification → éclipse des répressions.
- Mythe gaulliste : unification → silence sur les divisions.

Les mémoires collectives nourrissent les récits de vérité et d'identité ; elles sont sélectives et dynamiques.

La vérité scientifique, elle, se veut universelle et révisable : elle se fonde sur la confrontation de preuves et la reproductibilité.

Questions soulevées en réunion supplémentaires :

- Quelle est la part de vérité dans une mémoire fragile ?

- Peut-on écrire une mémoire commune ?
- Mémoire individuelle vs mémoire collective et délimitation de la vérité historique ?
- Comment enseigner ces distinctions ?

Références : Maurice Halbwachs et Pierre Nora : travaux sur le concept de mémoire collective

Textes de Recherche : La pluralité des mémoires

Dans un premier temps, nous avons tenté de catégoriser les mémoires :

1. Mémoire Individuelle
 - Épisodique : Souvenir personnel d'un évènement e.g. Journée de fête
 - Sémantique : Connaissance générale e.g. Vocabulaire
2. Mémoire collective (concept de Maurice Halbwachs)
 - Culturelle : Institutionnelle/Documentaire e.g. Musée, École, Orale et informelle e.g. Folklore
 - Empirique : Mémoire de l'expérience (niveau expert) e.g. Retour d'expérience de Tchernobyl
 - Organisationnelle : Mémoire de la mémoire e.g. Méthodologie archivistique
 - Historique : Mémoire retravaillée et contextualisée e.g. devoir de mémoire
3. Mémoire corporelle
 - Émotionnelle : Sentiment d'appartenance, Empathie, e.g. #JesuisCharlie, Émotions fortes et partagées (deuil, mariage...)
 - Biologique : Fonctionnement autonome e.g. Réflexe respiratoire
 - Physique : Liens d'affection e.g. Câlin maternels/paternels (ocytocine), Violence e.g. Enfants battus, TOC/Trauma



Nous avons eu la chance d'avoir l'intervention de Céline Montecot-Dubourg, chercheuse au laboratoire INEM CNRS et maître de conférences à l'université d'Orléans. Voici un petit résumé de ce nous avons pu apprendre :

La mémoire repose sur des réseaux de neurones et surtout sur la connexion des neurones entre eux : 86 milliards de neurones, 10 000 milliards de connexions possibles donc nous avons une capacité quasiment illimitée de créer des souvenirs !



La mémoire catégorisée par la neurobiologie :

- mémoire sensorielle
- mémoire à court terme
- mémoire à long terme

La mémoire est caractérisée selon son temps de rétention. Toutes les structures du cerveau jouent un rôle dans la mémoire. Les éléments-clés pour favoriser la rétention : l'attention et les émotions (booster de la mémoire). Il est difficile de retenir ce qui est abstrait, ce que l'on ne connaît pas. Pour passer de la mémoire à court terme à celle à long terme, un seul élément : la répétition (d'autant plus avec plusieurs modalités).



La mémoire à long terme se décompose elle-même en plusieurs catégories :

- La mémoire non déclarative dite mémoire procédurale → c'est la mémoire automatique. Elle est difficile au début mais une fois acquis on peut faire autre chose

en même temps. Ex : la conduite, le tricot → on peut parler en même temps. C'est une mémoire résistante au temps. → elle fonctionne notamment avec le cervelet qui est le "disque dur de nos automatismes".

- La mémoire sémantique (mémoire de la connaissance) → elle est liée en partie à la mémoire épisodique. Ex : quand on se souvient d'un poème que l'on récitait enfant → cela nous a marqué, on a de l'émotion, on se souvient de l'endroit, de notre professeur(e)...
- La mémoire épisodique (dit aussi mémoire autobiographique) → elle englobe les faits et leurs contextes (lieu, émotion ressentie, date...). Ex : souvenirs de vacances. Elle est facilement modifiable puisque cela se joue avec nos émotions principalement, on peut donc facilement modifier un souvenir !

Celui qui joue un rôle majeur dans les souvenirs, c'est l'hippocampe, c'est le passage obligé entre la mémoire à court terme et la mémoire à long terme.

Bon à savoir :

La mémoire dite visuelle, auditive ou kinesthésique n'existe pas, c'est un neuro-mythe ! Par contre, ce qui est vrai c'est que l'apprentissage d'un savoir est plus efficace s'il est multi-sensoriel car l'hippocampe reçoit alors l'information via plusieurs canaux et enregistre mieux. La mémoire du corps que nous avons indiqué sous le terme de "mémoire biologique" (mémoire respiratoire, cardiaque...) n'existe pas, c'est ce que l'on appelle des réflexes.

La mémoire c'est l'apprentissage.

Pourquoi les fake news fonctionnent autant ? Car elles nous choquent positivement ou négativement (émotions) et sont répétées donc on finit par s'en souvenir. Un souvenir est simplement une connexion de neurones entre eux.



Questions ouvertes et réflexions

La mémoire est dynamique ? → Une lettre de soldat est une mémoire individuelle puis elle va devenir un objet historique donc elle devient une partie de la mémoire collective.

L'accessibilité des mémoires (et des savoirs) → Certaines mémoires sont destinées à des spécialistes.

Mémoire(s) et savoirs sont-ils vraiment dissociables ?

Idées clefs

- **GT3-1** – Définir les régimes de vérité (science, justice, journalisme, religion) et leurs critères spécifiques distincts.
- **GT3-2** – Comprendre la mémoire comme processus subjectif et pluriel, distinct de la vérité.
- **GT3-3** – Utiliser œuvres et archives pour construire la mémoire collective et l'identité partagée.
- **GT3-4** – Affirmer la complémentarité mémoire et vérité : la mémoire nourrit et la vérité corrige.

- **GT3-5** – Reconnaître la fragilité mémoire-vérité à l'ère numérique et interroger les lieux de mémoire.
- **GT3-6** – Adopter l'humilité face à la complexité et aux limites de la technologie.
- **GT3-7** – Poser la vérité scientifique comme repère commun pour stabiliser le débat démocratique.
- **GT3-8** – Rebâtir la confiance envers institutions, médias indépendants et science pour garantir des repères fiables.
- **GT3-9** – Gérer contradictions et coexistence de vérités issues d'autorités diverses.
- **GT3-10** – Décrire le processus de controverse et d'élaboration progressive de la vérité scientifique et sociale.

GT4 - Citoyens éclairés & IA

Poster

GT4 - CITOYENS ECLAIRES ET IA

Les planches



IA & TRAVAIL



IA RÉVOLUTIONNE LA SANTÉ



IA FRAGILISE LA SANTÉ



L'IA ÉCLAIRE LE CITOYEN



L'IA MANIPULE LE CITOYEN



IA AU SERVICE DU CITOYEN



IA CONTRÔLE LE CITOYEN



IA AU SERVICE DE LA PLANÈTE



IA QUI POLLUE



*Ambiguïté, double jeu, bénéfices et dangers,
Au cœur de la société et dans le quotidien des citoyens,
Les multiples facettes de l'IA*

Textes du poster : Citoyens éclairés et IA

IA & Éducation

Élève :	Enseignant
<ul style="list-style-type: none">- L'IA m'a aidé à comprendre ce chapitre super compliqué !- Je ne fais plus rien moi-même... l'IA répond à ma place.	<ul style="list-style-type: none">- Je peux enfin personnaliser mes cours selon mes progrès.- Je corrige moins les copies, mais je ne sais plus si mes élèves progressent vraiment.

IA & santé

IA révolutionne la santé	IA fragilise la santé
<ul style="list-style-type: none">- Grâce à l'IA, j'ai pu détecter une maladie en quelques secondes !- Elle nous aide à découvrir de nouveaux médicaments plus vite.	<ul style="list-style-type: none">- L'algorithme s'est trompé... et si c'était grave ?- Ces systèmes consomment une énergie énorme.

IA & citoyenneté

IA au service du citoyen	IA contrôle le citoyen
<ul style="list-style-type: none">- Grâce à l'IA, je peux signaler un problème dans ma ville en un clic !- L'IA rend les démarches administratives plus simples et rapides (exemple du bureau de vote)	<ul style="list-style-type: none">- Je suis suivi partout... et ma vie privée ?- L'IA m'influence sans que je m'en rende compte.

IA & travail

L'IA améliore le travail	L'IA déstabilise le travail
<ul style="list-style-type: none">- Il m'aide à éviter les tâches pénibles !- Je gagne du temps pour me concentrer sur la créativité.	<ul style="list-style-type: none">- Mon métier a disparu à cause de l'automatisation...- Je dois suivre ce que dit la machine, même si je ne comprends pas.

IA & information

IA éclaire le citoyen	IA manipule le citoyen
<ul style="list-style-type: none">- Je peux vérifier les sources en quelques secondes !- C'est pratique, je comprends mieux les enjeux.	<ul style="list-style-type: none">- Tout semble vrai... je ne sais plus quoi croire.- L'IA me pousse à penser d'une certaine façon.

IA & environnement

IA au service de la planète	IA qui pollue
<ul style="list-style-type: none">- Nous optimisons l'énergie renouvelable grâce aux algorithmes !- L'IA nous aide à prévoir et limiter la pollution.	<ul style="list-style-type: none">- Les serveurs d'IA consomment l'électricité d'une ville entière.- La fabrication des puces détruit l'environnement.

En conclusion

- Ambiguïté, double jeu, bénéfices et dangers,
- Au cœur de la société et dans le quotidien des citoyens,
- Les multiples facettes de l'IA.

Idées clefs

- **GT4-1** – Intégrer l'IA comme outil complémentaire d'éducation sans réduire autonomie, mémorisation et esprit critique des élèves.
- **GT4-2** – Prévenir atrophie cognitive et appauvrissement culturel liés à une dépendance excessive aux usages de l'IA.
- **GT4-3** – Accompagner la transformation du travail et l'émergence de nouveaux métiers induits par l'IA.
- **GT4-4** – Combattre la désinformation massive générée par l'IA par régulation, traçabilité et éducation aux médias.

GT5 - Impact des technologies éducatives

Poster

GT 5 :
Impact des
Technologies Educatives

**ACADÉMIE
DES TECHNOLOGIES**
avec les jeunes !

12 – 14
Septembre 2025

COHABITATION ENTRE ENSEIGNANTS ET TECHNOLOGIES EDUCATIVES

La formation et l'accompagnement des enseignants aux outils numériques restent insuffisants, malgré un équipement massif des établissements, ce qui limite leur usage pédagogique effectif et équitable. Les coûts élevés, le manque de maintenance et l'absence de dialogue entre collectivités et enseignants freinent l'intégration optimale du numérique, tandis que les dispositifs de formation (MOOC, mentorat) peinent à répondre à la demande. Enfin, le flou réglementaire et le manque d'études locales sur l'impact du numérique en France ralentissent son adoption, malgré la nécessité d'un cadre clair pour une utilisation éthique et sécurisée.

DANGERS OU MENACES LIES A L'UTILISATION DES TECHNOLOGIES EDUCATIVES

La massification des technologies éducatives accroît la dépendance aux appareils électroniques, alourdit l'empreinte carbone (production, usage, déchets) et menace la durabilité environnementale par une consommation accrue de ressources et d'énergie. L'usage excessif de ces outils favorise l'addiction, altère la concentration et les compétences sociales, tout en créant une dépendance aux récompenses instantanées, au détriment de l'engagement dans des tâches exigeantes. Enfin, l'exposition prolongée aux écrans engendre des troubles physiques (yeux, posture, sommeil) et psychologiques (anxiété, dépression), ce qui peut impacter négativement la réussite scolaire et le bien-être des étudiants.

EXPERIENCES D'UTILISATION DES TECHNOLOGIES EDUCATIVES

Le secteur de l'éducation se digitalise rapidement grâce aux Edtech, qui ont su évoluer pour offrir des cours plus interactifs et réalistes, tout en intégrant des éléments ludiques comme la gamification. Cependant, ces services restent souvent inaccessibles aux personnes en situation de handicap ou sans connexion internet, car conçus pour un public valide et connecté. Depuis le 28 juin 2025, une directive européenne impose aux Edtech de rendre leurs plateformes accessibles à tous, les obligeant à adapter leurs offres pour inclure les personnes handicapées.

EVOLUTION ET MATURITE DES TECHNOLOGIES EDUCATIVES

L'adoption des EdTech, comme les ENT ou l'IA, varie selon leur maturité : certaines (Moodle, MOOC) sont bien intégrées, tandis que d'autres (IA, immersive learning) émergent, transformant progressivement les méthodes d'enseignement, surtout depuis la pandémie. Les approches pédagogiques, traditionnelles ou alternatives (Montessori, classe inversée), coexistent, mais leur adoption reste inégale, avec moins de 1 % des écoles françaises utilisant Montessori. Les EdTech ciblent divers établissements (publics, privés, supérieurs), mais leur répartition et leur impact dépendent encore de leur niveau d'intégration et des besoins spécifiques des apprenants.

REGULATION DES TECHNOLOGIES EDUCATIVES

L'intégration rapide et non régulée des EdTech expose à des risques majeurs (vie privée, opacité algorithmique, inégalités, perte de contrôle pédagogique), nécessitant une gouvernance repensée pour servir l'intérêt collectif et préserver la souveraineté éducative face aux acteurs privés. Une régulation robuste doit combiner cadre juridique, éthique et gouvernance multi-acteurs, avec des labels publics, des solutions open source, et une formation renforcée des enseignants, accompagnée d'audits réguliers. Enfin, cette régulation doit s'adapter aux évolutions pédagogiques et technologiques, en intégrant les recommandations de la CNIL et de l'UNESCO, et en clarifiant les responsabilités à tous les niveaux.

Textes du poster : Impact des technologies éducatives

Cohabitation entre enseignants et technologies éducatives

La formation et l'accompagnement des enseignants aux outils numériques restent insuffisants, malgré un équipement massif des établissements, ce qui limite leur usage pédagogique effectif et équitable. Les coûts élevés, le manque de maintenance et l'absence de dialogue entre collectivités et enseignants freinent l'intégration optimale du numérique, tandis que les dispositifs de formation (MOOC, mentorat) peinent à répondre à la demande. Enfin, le flou réglementaire et le manque d'études locales sur l'impact du numérique en France ralentissent son adoption, malgré la nécessité d'un cadre clair pour une utilisation éthique et sécurisée.

Dangers ou menaces liés à l'utilisation des technologies éducatives

La massification des technologies éducatives accroît la dépendance aux appareils électroniques, alourdit l'empreinte carbone (production, usage, déchets) et menace la durabilité environnementale par une consommation accrue de ressources et d'énergie. L'usage excessif de ces outils favorise l'addiction, altère la concentration et les compétences sociales, tout en créant une dépendance aux récompenses instantanées, au détriment de l'engagement dans des tâches exigeantes. Enfin, l'exposition prolongée aux écrans engendre des troubles physiques (yeux, posture, sommeil) et psychologiques (anxiété, dépression), ce qui peut impacter négativement la réussite scolaire et le bien-être des étudiants.

Expériences d'utilisation des technologies éducatives

Le secteur de l'éducation se digitalise rapidement grâce aux Edtech, qui ont su évoluer pour offrir des cours plus interactifs et réalistes, tout en intégrant des éléments ludiques comme la gamification. Cependant, ces services restent souvent inaccessibles aux personnes en situation de handicap ou sans connexion internet, car conçus pour un public valide et connecté. Depuis le 28 juin 2025, une directive européenne impose aux Edtech de rendre leurs plateformes accessibles à tous, les obligeant à adapter leurs offres pour inclure les personnes handicapées.

Évolution et maturité des technologies éducatives

L'adoption des EdTech, comme les ENT ou l'IA, varie selon leur maturité : certaines (Moodle, MOOC) sont bien intégrées, tandis que d'autres (IA, immersive learning) émergent, transformant progressivement les méthodes d'enseignement, surtout depuis la pandémie. Les approches pédagogiques, traditionnelles ou alternatives (Montessori, classe inversée), coexistent, mais leur adoption reste inégale, avec moins de 1 % des écoles françaises utilisant Montessori. Les EdTech ciblent divers établissements (publics, privés, supérieurs), mais leur répartition et leur impact dépendent encore de leur niveau d'intégration et des besoins spécifiques des apprenants.

Régulation des technologies éducatives

L'intégration rapide et non régulée des EdTech expose à des risques majeurs (vie privée, opacité algorithmique, inégalités, perte de contrôle pédagogique), nécessitant une

gouvernance repensée pour servir l'intérêt collectif et préserver la souveraineté éducative face aux acteurs privés. Une régulation robuste doit combiner cadre juridique, éthique et gouvernance multi-acteurs, avec des labels publics, des solutions open source, et une formation renforcée des enseignants, accompagnée d'audits réguliers. Enfin, cette régulation doit s'adapter aux évolutions pédagogiques et technologiques, en intégrant les recommandations de la CNIL et de l'UNESCO, et en clarifiant les responsabilités à tous les niveaux.

Idées clefs

- **GT5-1** – Gérer la connaissance dans un environnement numérique en constante évolution par conservation, structuration et transmission adaptées.
- **GT5-2** – Réconcilier enseignants et technologies en renforçant formation, maintenance et dialogue autour des usages pédagogiques.
- **GT5-3** – Limiter les dangers du numérique (environnement, dépendance aux écrans, troubles de concentration, santé).
- **GT5-4** – Améliorer expérience utilisateur et accessibilité des outils éducatifs numériques pour tous, y compris publics fragiles.
- **GT5-5** – Déployer méthodes pédagogiques innovantes intégrant EdTech et IA générative, comme projet, Montessori ou classe inversée.
- **GT5-6** – Réguler les EdTech pour protéger les données, garantir transparence des algorithmes et préserver le rôle des enseignants.
- **GT5-7** – Assumer la responsabilité éthique et citoyenne des contenus éducatifs numériques conçus et diffusés.

Identification de 12 thèmes transverses

1.Reconnaître le rôle et l'impact de la relation humaine dans la transmission des savoirs et cultures

- GT1-3 – Réduire les inégalités de capital culturel, social et économique en soutenant familles défavorisées et associations de quartier agissant comme relais éducatifs et culturels.
- GT2-2 – (État) Assurer une structure d'accès universel aux savoirs immuables du quotidien, simple et à visage humain. Certains savoirs/compétences ne peuvent-ils / ne devraient-ils se transmettre que par les contacts humains (intelligence émotionnelle, empathie ...) ?
- GT2-12 – (Individus) Développer intelligence émotionnelle et empathie afin d'encourager des échanges apaisés et constructifs.
- GT2-13 – (Individus) Favoriser des lieux d'échanges et de communication sociale inclusifs et accessibles.
- GT2-20 – (Savoirs Immuables) Réhabiliter le journalisme comme outil de contre-pouvoir, fiable et diversifié pour la démocratie.
- GT3-5 – Reconnaître la fragilité mémoire-vérité à l'ère numérique et interroger les lieux de mémoire.
- GT3-3 – Utiliser œuvres et archives pour construire la mémoire collective et l'identité partagée.
- GT4-1 – Intégrer l'IA comme outil complémentaire d'éducation sans réduire autonomie, mémorisation et esprit critique des élèves. Le défi sera d'intégrer l'IA [dans l'apprentissage] comme un outil complémentaire plutôt qu'un substitut, en valorisant la pédagogie humaine
- GT5-5 – Déployer méthodes pédagogiques innovantes intégrant EdTech et IA générative, comme projet, Montessori ou classe inversée. Compatibilité de la relation humaine avec les Edtechs ?
L'intégration [des Edtechs] est rapprochée de l'évolution des méthodes pédagogiques, de l'approche traditionnelle à des pédagogies plus innovantes (projet, Montessori, classe inversée, apprentissage immersif).
- GT5-2 – Réconcilier enseignants et technologies en renforçant formation, maintenance et dialogue autour des usages pédagogiques.

La transmission des savoirs et des cultures doit absolument reposer sur des relations humaines qui structurent la confiance, la mémoire et l'identité collective. Le soutien aux familles et aux associations de quartier permet de réduire les inégalités sociales et culturelles, en offrant un cadre humain de proximité. Certains savoirs immuables, comme l'intelligence émotionnelle ou l'empathie, ne peuvent s'acquérir qu'à travers le contact humain direct et des lieux d'échanges inclusifs favorisant la communication. La pédagogie humaine reste ainsi centrale, même à l'ère des technologies éducatives et de l'intelligence artificielle. L'IA et les EdTech doivent être pensées comme des compléments : elles peuvent enrichir l'apprentissage, mais ne sauraient remplacer l'accompagnement personnalisé, la mémoire partagée et la capacité critique. Les méthodes pédagogiques innovantes doivent donc intégrer la relation humaine comme socle, tandis que les enseignants doivent être accompagnés et formés pour concilier outils numériques et pratiques éducatives. Enfin, réhabiliter le rôle de contre-pouvoirs humains comme le journalisme, et interroger la fragilité mémoire-vérité à l'ère numérique, rappelle que la relation humaine reste un pilier démocratique et culturel incontournable.

2. Refonder l'école comme levier d'émancipation et d'égalité

- GT1-2 – Transformer l'école de reproductrice d'inégalités en outil de formation citoyenne, en valorisant enseignants et AESH, accompagnement individualisé et ouverture aux métiers essentiels.
- GT1-4 – Personnaliser l'accompagnement scolaire dès le plus jeune âge (classes plus petites, métiers essentiels, flexibilité pédagogique, valorisation des enseignants).
- GT2-3 – Refonder l'École pour former des citoyens critiques en réduisant la pression des résultats et en valorisant la réflexion plutôt que la spécialisation.
- GT2-4 – Préparer les futurs citoyens à la vie par esprit critique et connaissances pratiques nécessaires pour organiser, gérer et se protéger.

Le système éducatif ne valorise pas toujours les compétences réelles des élèves, mais renforce souvent les inégalités liées à leur origine sociale, les familles n'ayant pas toutes les mêmes ressources. Serait-il possible de transformer l'école ?

Il faudrait repenser l'école, la formation continue et la transmission des savoirs dans une logique d'inclusion, d'autonomie et de justice sociale, en particulier à l'heure des crises systémiques, technologiques et environnementales.

Aujourd'hui outil de reproduction sociale, elle deviendrait un outil de formation de citoyens éclairés et critiques.

Cela passerait par :

- Une valorisation des métiers de professeur et de AESH (accompagnant des élèves en situation de handicap) , avec plus de liberté sur le programme pour permettre une plus grande flexibilité.
- Une vigilance face au décrochage scolaire, avec un accompagnement personnalisé (classes plus petites) et une focalisation sur le savoir et la réflexion, plutôt que sur les résultats.
- Des projections professionnelles pour redonner du sens à l'école, avec des sorties dans le temps scolaire pour découvrir les métiers nécessaires (ex : maraichage, métiers du soin...)
- Soutenir les actions luttant contre les inégalités pour mieux accompagner les familles les plus démunies (ex : associations de formation au leadership dans les quartiers défavorisés)
- Axer les cours et les activités proposées vers l'objectif de formation de citoyens, en développant l'esprit critique. Les enjeux actuels étant multi domaines et très complexes, une culture du débat et de la prise de décision collective doit être développée : avoir s'exprimer savoir communiquer ; comprendre ses biais cognitifs, développer l'intelligence émotionnelle et l'empathie, s'émanciper des désirs créés par les réseaux sociaux.
- Enseigner les connaissances fondamentales du quotidien (administratives, de santé...) pour pouvoir mieux gérer sa vie et se protéger.
- Intégrer l'IA comme un outil complémentaire de formation (personnalisation de l'apprentissage) plutôt qu'un substitut, en valorisant la pédagogie humaine (approche créative et collective). Nécessité d'une appropriation critique, régulée et responsable, afin qu'elle contribue réellement à enrichir et démocratiser l'éducation.
- Une gouvernance ouverte, impliquant institutions, enseignants, élèves, chercheurs et développeurs, est nécessaire pour assurer la souveraineté éducative.

- Enfin, la responsabilité des créateurs de contenus éducatifs engage une dimension citoyenne et éthique : concevoir des outils et ressources numériques ne peut se faire sans conscience des enjeux sociaux, normatifs et moraux.

L'éducation est le fondement de la démocratie. Finançons et soutenons-là donc à hauteur de ce rôle, afin qu'elle se prolonge tout au long de la vie des citoyens.

3. Donner à tous un capital effectif de formation tout au long de la vie

- GT1-1 – Aller vers les publics éloignés pour concevoir l'équité en sollicitant décrocheurs, travailleurs précaires et classes populaires avec objectifs clairs, durée définie et résultats concrets.
- GT1-2 – Transformer l'école de reproductrice d'inégalités en outil de formation citoyenne, en valorisant enseignants et AESH, accompagnement individualisé et ouverture aux métiers essentiels.
- GT1-3 – Réduire les inégalités de capital culturel, social et économique en soutenant familles défavorisées et associations de quartier agissant comme relais éducatifs et culturels.
- GT1-4 – Rompre l'autocensure et les barrières invisibles en luttant contre stéréotypes sociaux et de genre grâce à accompagnement renforcé et associations spécialisées.
- GT1-5 – Simplifier et automatiser l'attribution des aides scolaires et sociales pour plus d'équité tout en conservant un traitement humain pour les cas particuliers.
- GT1-7 – Rendre le savoir accessible tout au long de la vie en valorisant formation rémunérée, dotation d'autonomie et réduction des inégalités.
- GT2-2 – Assurer une structure d'accès universel aux savoirs immuables du quotidien, simple et à visage humain.
- GT2-18 – Créer une infrastructure d'accès simplifié et universel aux savoirs immuables et quotidiens.
- GT4-3 – Accompagner la transformation du travail et l'émergence de nouveaux métiers induits par l'IA.
- GT4-1 – Intégrer l'IA comme outil complémentaire d'éducation sans réduire autonomie, mémorisation et esprit critique des élèves.
- GT5-4 – Améliorer expérience utilisateur et accessibilité des outils éducatifs numériques pour tous, y compris publics fragiles.
- GT5-5 – Déployer méthodes pédagogiques innovantes intégrant EdTech et IA générative, comme projet, Montessori ou classe inversée.

Garantir un véritable droit à la formation tout au long de la vie suppose d'aller vers les publics les plus éloignés, comme les décrocheurs ou les travailleurs précaires, et de concevoir avec eux des dispositifs adaptés. L'école doit être repensée pour former des citoyens éclairés, en valorisant enseignants et accompagnants, en personnalisant les parcours et en ouvrant aux métiers essentiels. Cela implique aussi de réduire les inégalités de capital culturel et social en soutenant les familles et les associations de quartier, et de lutter contre l'autocensure et les stéréotypes qui ferment l'accès à certaines filières. Un système d'aides plus lisible, automatisé mais humain, doit accompagner cette équité. Ce capital de formation s'appuie aussi sur des infrastructures permettant un accès simple et universel aux savoirs quotidiens et immuables. À l'ère numérique et de l'intelligence artificielle, il faut intégrer l'IA comme outil éducatif complémentaire, prévenir les risques d'atrophie cognitive et accompagner l'émergence de nouveaux métiers. L'accessibilité des outils numériques doit être renforcée, notamment pour les publics fragiles, et des pédagogies innovantes doivent favoriser l'autonomie, la créativité et la responsabilisation des apprenants. Enfin, rendre le savoir accessible tout au long de la vie passe par la reconnaissance du temps de formation comme partie intégrante du travail et par une sécurisation des conditions d'apprentissage pour tous.

4. Assurer l'équité des savoirs et savoir-faire comme un fondement démocratique

- GT1-6 – Refonder la démocratie sur l'accès équitable aux savoirs et un choix collectif et éclairé des technologies structurant la société.
- GT2-3 – (État) Refonder l'École pour former des citoyens critiques en réduisant la pression des résultats et en valorisant la réflexion plutôt que la spécialisation.
- GT2-4 – (État) Préparer les futurs citoyens à la vie par esprit critique et connaissances pratiques nécessaires pour organiser, gérer et se protéger.
- GT2-6 – (État) Développer une culture du débat et de la décision collective pour affronter des enjeux multidomains complexes.
- GT2-9 – (Individus) Développer l'expression et la communication pour participer activement au partage et au débat.
- GT2-11 – (Individus) Reconnaître et maîtriser ses biais cognitifs pour renforcer l'esprit critique et la lucidité individuelle.
- GT2-10 – (Individus) Permettre à chacun de choisir un algorithme éthique validé sur les réseaux sociaux afin de limiter les biais imposés.
- GT2-12 – (Individus) Développer intelligence émotionnelle et empathie afin d'encourager des échanges apaisés et constructifs.
- GT2-13 – (Individus) Favoriser des lieux d'échanges et de communication sociale inclusifs et accessibles.
- GT2-14 – (Individus) Devenir autonome face aux besoins et désirs imposés par les réseaux sociaux pour préserver son indépendance.
- GT2-19 – (Savoirs Immuables) Valoriser les discours d'experts indépendants comme contre-pouvoirs éclairant les choix politiques et sociétaux.
- GT2-20 – (Savoirs Immuables) Réhabiliter le journalisme comme outil de contre-pouvoir, fiable et diversifié pour la démocratie.
- GT3-7 – Poser la vérité scientifique comme repère commun pour stabiliser le débat démocratique.

Pour une démocratie fondée sur l'accès équitable aux savoirs : `

- L'accès au savoir est une condition essentielle de la démocratie. Il faudrait repenser l'école, la formation continue et la transmission des savoirs dans une logique d'inclusion, d'autonomie et de justice sociale, en particulier à l'heure des crises systémiques, technologiques et environnementales.
- La technologie n'est pas neutre et affecte la société. Un choix technique est donc un choix de société, qui transforme le rapport de l'humain à son environnement. Or, les choix technologiques sont aujourd'hui régis par la suprématie économique, ce qui entraîne des décisions non éclairées et unilatérales. Ne faudrait-il pas mieux refonder radicalement notre manière de choisir nos technologies pour réellement les choisir collectivement, de manière démocratique, et donc de reprendre en main des choix de société ? Et c'est justement la notion d'équité qui est à la base de la démocratie afin de pouvoir récolter les savoirs divers provenant des échanges, interactions et réflexions entre experts scientifiques, techniques, et citoyens "profanes", avant tout experts du terrain, de l'usage, de la pratique. Le savoir est une arme qui peut donner accès au pouvoir et donc aux prises de décisions
- Garantir un socle de savoirs immuables, soutenus par contre-pouvoirs

Assurer une structure permettant l'accès aux savoirs immuables / du quotidien à la population, à visage humain. Dû à la quantité trop importante d'informations et de connaissances à notre disposition, nous pensons qu'il devient nécessaire simplifier la simplification de l'accès au savoir. On pourrait imaginer ça comme le fait de créer un google pour chercher sur google car le google actuel est devenu trop chargé d'informations complexe à discerner et à comprendre.

Les savoirs immuables sont assurés par le soutien et la valorisation de discours d'experts éclairant la population, expliquant et questionnant les choix des politiques ou assumant le rôle de contre-pouvoir

Rétablir le journalisme comme outils de contre-pouvoir, pour leur permette de jouer leur rôle dans la recherche d'information, la diversité des sources, la vérification des informations. Un travail que chacun doit faire puisque les media souffrent à raison d'une défiance envers la fiabilité, l'objectivité, diversité etc... de leurs informations.

- Vérité scientifique comme repère commun.
Lutter contre les mensonges/vérités alternatives ne consiste pas à imposer une vérité unique, mais à reconnaître la pluralité des savoirs et des mémoires tout en affirmant un socle commun de vérité scientifique. La diversité des expériences humaines est une richesse et doit s'appuyer sur un socle partagé qui permet de distinguer le vrai du faux et d'orienter l'action collective. C'est en consolidant ce repère commun, à travers la confiance accordée aux institutions de connaissance et de délibération, que l'on peut à la fois préserver la diversité et garantir la stabilité démocratique en assurant un débat fondé sur des bases communes

5. Encourager la (ré)appropriation par tous de technologies choisies et pertinentes

- GT1-8 – Promouvoir des technologies appropriées low-tech favorisant compréhension, réparabilité et réappropriation collective des savoirs techniques et industriels.
- GT2-4 – (État) Préparer les futurs citoyens à la vie par esprit critique et connaissances pratiques nécessaires pour organiser, gérer et se protéger.
- GT2-8 – (Individus) Comprendre et maîtriser les technologies pour en être acteur éclairé et mesurer leurs risques.
- GT2-10 – (Individus) Permettre à chacun de choisir un algorithme éthique validé sur les réseaux sociaux afin de limiter les biais imposés.
- GT2-15 – Repenser le rôle des entreprises au-delà du profit et assumer leur responsabilité sociale et sociétale.
- GT2-16 – Donner sens au travail et réévaluer la valeur sociale réelle des activités économiques et professionnelles.
- GT4-3 – Accompagner la transformation du travail et l'émergence de nouveaux métiers induits par l'IA.
- GT5-1 – Gérer la connaissance dans un environnement numérique en constante évolution par conservation, structuration et transmission adaptées.
- GT5-3 – Limiter les dangers du numérique (environnement, dépendance aux écrans, troubles de concentration, santé).

Les choix de développement technologiques devraient-ils émaner d'un processus démocratique plutôt que du marché ? La réappropriation par tous des technologies suppose de sortir d'une logique imposée par le marché pour privilégier des choix démocratiques et partagés. Les technologies low-tech montrent qu'il est possible de favoriser compréhension, réparabilité et autonomie d'usage, plutôt que dépendance à des systèmes opaques. Dans le domaine numérique, cela signifie aussi donner à chacun le pouvoir de choisir des algorithmes éthiques et transparents, limitant les biais imposés. L'intelligence artificielle, si elle est intégrée comme outil éducatif complémentaire, peut enrichir l'apprentissage sans réduire l'autonomie et l'esprit critique. Mais elle impose aussi de repenser l'organisation du travail et d'anticiper de nouveaux métiers. Cette appropriation nécessite enfin de mieux gérer la connaissance dans un monde numérique en évolution rapide, de limiter les risques liés aux usages intensifs (environnement, santé, attention), et de promouvoir des pédagogies innovantes qui renforcent la créativité et la responsabilité citoyenne.

6. Responsabiliser entreprises et acteurs publics vers le sens et la durabilité

- GT2-7 – (État) Encadrer des algorithmes vertueux garantissant liberté, transparence et respect de l'éthique.
- GT2-8 – (Individus) Comprendre et maîtriser les technologies pour en être acteur éclairé et mesurer leurs risques.
- GT2-15 – (Entreprises) Repenser le rôle des entreprises au-delà du profit et assumer leur responsabilité sociale et sociétale.
- GT2-16 – (Entreprises) Donner sens au travail et réévaluer la valeur sociale réelle des activités économiques et professionnelles.
- GT2-17 – (Entreprises) Produire de manière raisonnée, durable et non consumériste en rompant avec la logique d'obsolescence et de surproduction.
- GT4-3 – Accompagner la transformation du travail et l'émergence de nouveaux métiers induits par l'IA.

Les entreprises ont une double responsabilité : elles ne se contentent pas de répondre à une demande, elles la créent. Comme le disait Jean-Baptiste Say : « *Toute offre crée sa propre demande.* » En ce sens, elles alimentent le consumérisme et doivent dépasser le simple objectif lucratif.

Dans un monde où donner du sens au travail devient essentiel, les entreprises doivent adopter une raison sociale. Cela passe par une remise en question de leurs valeurs : tout ne vaut pas ce que ça coûte. Le dilemme de l'eau et du diamant, ou encore l'écart entre le salaire d'un docteur et d'un footballeur, illustrent bien cette distorsion entre utilité et valeur perçue. Il faut donc repenser notre production en tenant compte de la durée de vie et de l'impact à long terme.

Une consommation responsable implique une production raisonnée. Produire un nouvel iPhone ou une nouvelle voiture chaque année n'est pas une nécessité, mais une stratégie de profit. Les dangers liés aux usages numériques sont également soulignés : empreinte environnementale, dépendance aux écrans, risques d'addiction, troubles de la concentration et de la santé.

La technologie, loin d'être neutre, transforme nos sociétés. Or, ses choix sont souvent dictés par des logiques économiques, au détriment d'une réflexion collective. Repenser démocratiquement ces choix permettrait d'intégrer les savoirs des experts, mais aussi ceux des citoyens, usagers du quotidien. Savoir, c'est pouvoir, et décider ensemble, c'est choisir pour le bien commun.

7. Pluralité des mémoires, vérités et récits collectifs

- GT3-1 – Définir les régimes de vérité (science, justice, journalisme, religion) et leurs critères spécifiques distincts.
- GT3-2 – Comprendre la mémoire comme processus subjectif et pluriel, distinct de la vérité.
- GT3-3 – Utiliser œuvres et archives pour construire la mémoire collective et l'identité partagée.
- GT3-4 – Affirmer la complémentarité mémoire et vérité : la mémoire nourrit et la vérité corrige.
- GT3-5 – Reconnaître la fragilité mémoire-vérité à l'ère numérique et interroger les lieux de mémoire.
- GT3-6 – Adopter l'humilité face à la complexité et aux limites de la technologie.
- GT3-7 – Poser la vérité scientifique comme repère commun pour stabiliser le débat démocratique.
- GT3-9 – Gérer contradictions et coexistence de vérités issues d'autorités diverses.
- GT4-2 – Prévenir atrophie cognitive et appauvrissement culturel liés à une dépendance excessive aux usages de l'IA.
- GT5-1 – Gérer la connaissance dans un environnement numérique en constante évolution par conservation, structuration et transmission adaptées.
- GT5-7 – Assumer la responsabilité éthique et citoyenne des contenus éducatifs numériques conçus et diffusés.

La pluralité des mémoires, vérités et récits collectifs impose d'abord de distinguer clairement les régimes de vérité (science, justice, journalisme, religion) et leurs critères propres. La mémoire, processus subjectif et pluriel, contribue à construire une identité collective par les œuvres et archives, mais doit être mise en tension avec la vérité, qui la complète et la corrige. À l'ère numérique, cette articulation est fragilisée : les mémoires peuvent être manipulées, d'où la nécessité de questionner leur fiabilité et leurs lieux d'ancrage. Adopter l'humilité face à la complexité et aux limites de la technologie permet de résister aux illusions de maîtrise. La vérité scientifique demeure un repère commun indispensable pour stabiliser le débat, tout en acceptant contradictions et coexistence de vérités issues d'autorités diverses. La confiance envers institutions, science et médias indépendants devient alors un pilier démocratique. Mais cette confiance doit être consolidée face aux risques d'atrophie cognitive liés à l'IA et aux dérives du numérique. La gestion durable de la connaissance, et la responsabilité éthique des contenus diffusés sont indispensables pour que la diversité des récits ne fragilise pas mais enrichisse le débat collectif.

8. Articuler mémoires, vérités et confiance démocratique

- GT3-1 – Définir les régimes de vérité (science, justice, journalisme, religion) et leurs critères spécifiques distincts.
- GT3-2 – Comprendre la mémoire comme processus subjectif et pluriel, distinct de la vérité.
- GT3-3 – Utiliser œuvres et archives pour construire la mémoire collective et l'identité partagée.
- GT3-4 – Affirmer la complémentarité mémoire et vérité : la mémoire nourrit et la vérité corrige.
- GT2-19 – (Savoirs Immuables) Valoriser les discours d'experts indépendants comme contre-pouvoirs éclairant les choix politiques et sociétaux.
- GT2-20 – Réhabiliter le journalisme comme outil de contre-pouvoir, fiable et diversifié pour la démocratie.
- GT3-7 – Poser la vérité scientifique comme repère commun pour stabiliser le débat démocratique.
- GT3-8 – Rebâtir la confiance envers institutions, médias indépendants et science pour garantir des repères fiables.
- GT4-4 – Combattre la désinformation massive générée par l'IA par régulation, traçabilité et éducation aux médias.
- GT5-7 – Assumer la responsabilité éthique et citoyenne des contenus éducatifs numériques conçus et diffusés.

Articuler mémoires, vérités et confiance démocratique suppose d'abord de clarifier les régimes de vérité – science, justice, journalisme, religion – et leurs critères distincts. La mémoire, subjective et plurielle, nourrit l'identité collective par les œuvres et archives, mais doit être corrigée par la vérité. La vérité scientifique peut servir de repère commun à condition d'être mise en dialogue avec les mémoires et reconnue dans ses limites. Les experts indépendants doivent jouer leur rôle de contre-pouvoir, tout comme le journalisme, réhabilité comme garant de diversité et de fiabilité. Face à la désinformation numérique et aux manipulations de l'IA, régulation et éducation aux médias deviennent essentielles. La confiance dans les institutions, la science et les médias indépendants constitue un pilier démocratique fragile mais indispensable. Enfin, assumer la responsabilité éthique et citoyenne des contenus éducatifs numériques permet de restaurer une information fiable, partagée et féconde pour le débat public.

9. Savoir cultiver/embrasser la complexité et les controverses

- GT2-11 – (Individus) Reconnaître et maîtriser ses biais cognitifs pour renforcer l'esprit critique et la lucidité individuelle.
- GT3-1 – Définir les régimes de vérité (science, justice, journalisme, religion) et leurs critères spécifiques distincts.
- GT3-2 – Comprendre la mémoire comme processus subjectif et pluriel, distinct de la vérité.
- GT3-3 – Utiliser œuvres et archives pour construire la mémoire collective et l'identité partagée.
- GT3-5 – Reconnaître la fragilité mémoire-vérité à l'ère numérique et interroger les lieux de mémoire.
- GT3-6 – Adopter l'humilité face à la complexité et aux limites de la technologie.
- GT3-9 – Gérer contradictions et coexistence de vérités issues d'autorités diverses.
- GT3-10 – Décrire le processus de controverse et d'élaboration progressive de la vérité scientifique et sociale.

Cultiver la complexité et accepter les controverses est essentiel pour ne pas tomber dans la surconfiance et l'illusion de certitude. Définir les régimes de vérité – scientifique, juridique, journalistique, religieux – et leurs critères propres permet de clarifier les méthodes sans les confondre. Reconnaître la mémoire comme processus subjectif et pluriel, mais aussi comme ressource pour l'identité collective, souligne la richesse et les limites de nos récits. À l'ère numérique, mémoire et vérité se brouillent : il faut interroger cette fragilité et les lieux de mémoire. Adopter l'humilité face à la complexité et aux limites de la technologie nous protège de l'effet Dunning-Kruger et du biais de confirmation. La coexistence de vérités institutionnelles ou scientifiques parfois contradictoires doit être reconnue plutôt que niée, et le dissensus accepté comme moteur démocratique. La controverse est un processus d'élaboration normal de la vérité, qui appelle vigilance face aux bulles de filtre et ouverture à la pluralité des points de vue.

10. Préserver une sphère publique fiable face aux dérives numériques

- GT2-1 – (État) Démocratiser l'utilisation des services publics numériques en assurant accompagnement renforcé et accessibilité réelle pour tous.
- GT2-2 – (État) Assurer une structure d'accès universel aux savoirs immuables du quotidien, simple et à visage humain.
- GT2-3 – (État) Refonder l'École pour former des citoyens critiques en réduisant la pression des résultats et en valorisant la réflexion plutôt que la spécialisation.
- GT2-4 – (État) Préparer les futurs citoyens à la vie par esprit critique et connaissances pratiques nécessaires pour organiser, gérer et se protéger.
- GT2-5 – (État) Financer l'éducation à hauteur de son rôle fondamental comme socle de la démocratie.
- GT2-6 – (État) Développer une culture du débat et de la décision collective pour affronter des enjeux multidomains complexes.
- GT2-7 – (État) Encadrer des algorithmes vertueux garantissant liberté, transparence et respect de l'éthique.
- GT3-1 – Définir les régimes de vérité (science, justice, journalisme, religion) et leurs critères spécifiques distincts.
- GT3-5 – Reconnaître la fragilité mémoire-vérité à l'ère numérique et interroger les lieux de mémoire.
- GT3-8 – Rebâtir la confiance envers institutions, médias indépendants et science pour garantir des repères fiables.
- GT4-3 – Accompagner la transformation du travail et l'émergence de nouveaux métiers induits par l'IA.
- GT4-4 – Combattre la désinformation massive générée par l'IA par régulation, traçabilité et éducation aux médias.
- GT5-6 – Réguler les EdTech pour protéger les données, garantir transparence des algorithmes et préserver le rôle des enseignants.
- GT5-7 – Assumer la responsabilité éthique et citoyenne des contenus éducatifs numériques conçus et diffusés.

L'IA peut produire de la désinformation massive (deepfakes, faux articles, contenus manipulés) à une échelle inédite. Cela fragilise la confiance dans les institutions, les médias et la science. La quantité d'information à laquelle nous sommes exposés, notamment sur les réseaux sociaux, rend le discernement difficile. Un premier enjeu est la gestion de la connaissance, qui interroge sa conservation, sa structuration et sa transmission dans un environnement numérique en constante évolution. Mémoire et vérité dans le monde numérique : la frontière est fragile. Si tout est enregistré et accessible, y a-t-il un risque d'une mémoire totale qui ne garantit pas la vérité ? Dire d'une information qu'elle est vraie revient à faire confiance à deux choses : la source en tant qu'entité et son processus de travail.

Pour se protéger des dérives du numérique, le développement de contre-mesures (traçabilité des données, régulation, éducation aux médias) est essentiel. L'enjeu est de préserver une sphère publique fiable malgré la puissance générative des IA.

Pour cela :

- Les savoirs immuables sont assurés par le soutien et la valorisation de discours d'experts éclairant la population, expliquant et questionnant les choix des politiques ou assumant le rôle de contre-pouvoir.
- Rétablir le journalisme comme outils de contre-pouvoir, pour qu'il joue son rôle dans la recherche d'information, la diversité des sources, la vérification des informations. Un travail que chacun doit faire puisque les media souffrent à raison d'une défiance envers la fiabilité, l'objectivité, diversité etc... de leurs informations. Le journalisme c'est : de la déontologie, un recoupement des sources parfois contradictoires et de l'investigation.

- Laisser le citoyen libre dans le choix des algorithmes s'appliquant à ces réseaux sociaux afin de protéger le citoyen de la désinformation et de l'enfermement algorithmique. (GT2.2)
- Augmenter la participation citoyenne (individuelle, associative...) à la sphère publique.
- Assurer une structure permettant l'accès aux savoirs immuables / du quotidien à la population, à visage humain. Dû à la quantité trop importante d'informations et de connaissances à notre disposition, nous pensons qu'il devient nécessaire simplifier la simplification de l'accès au savoir. On pourrait imaginer ça comme le fait de créer un google pour chercher sur google car le google actuel est devenu trop chargé d'informations complexe à discerner et à comprendre.

Pour que la technologie reste un outil au service de la démocratie, il est urgent de structurer l'accès au savoir, de défendre la vérité face aux manipulations, et de restaurer la confiance dans ceux qui l'incarnent

11. Faire de l'IA maîtrisée un outil de transformation et démocratisation de l'accès aux savoirs

- GT1-6 – Refonder la démocratie sur l'accès équitable aux savoirs et un choix collectif et éclairé des technologies structurant la société.
- GT2-3 – (État) Refonder l'École pour former des citoyens critiques en réduisant la pression des résultats et en valorisant la réflexion plutôt que la spécialisation.
- GT2-4 – (État) Préparer les futurs citoyens à la vie par esprit critique et connaissances pratiques nécessaires pour organiser, gérer et se protéger.
- GT2-6 – Développer une culture du débat et de la décision collective pour affronter des enjeux multidomains complexes.
- GT2-7 – Encadrer des algorithmes vertueux garantissant liberté, transparence et respect de l'éthique.
- GT4-1 – Intégrer l'IA comme outil complémentaire d'éducation sans réduire autonomie, mémorisation et esprit critique des élèves.
- GT4-2 – Prévenir atrophie cognitive et appauvrissement culturel liés à une dépendance excessive aux usages de l'IA.
- GT4-3 – Accompagner la transformation du travail et l'émergence de nouveaux métiers induits par l'IA
- GT4-4 – Combattre la désinformation massive générée par l'IA par régulation, traçabilité et éducation aux médias.
- GT5-2 – Réconcilier enseignants et technologies en renforçant formation, maintenance et dialogue autour des usages pédagogiques.
- GT5-3 – Limiter les dangers du numérique (environnement, dépendance aux écrans, troubles de concentration, santé).
- GT5-4 – Améliorer expérience utilisateur et accessibilité des outils éducatifs numériques pour tous, y compris publics fragiles.
- GT5-5 – Déployer méthodes pédagogiques innovantes intégrant EdTech et IA générative, comme projet, Montessori ou classe inversée.
- GT5-6 – Réguler les EdTech pour protéger les données, garantir transparence des algorithmes et préserver le rôle des enseignants.
- GT5-7 – Assumer la responsabilité éthique et citoyenne des contenus éducatifs numériques conçus et diffusés.

L'intelligence artificielle peut devenir un puissant levier de démocratisation de l'accès aux savoirs, à condition d'être utilisée comme outil maîtrisé. Refonder la démocratie sur un accès équitable aux savoirs suppose d'intégrer l'IA dans une École qui forme des citoyens critiques et les prépare à la vie réelle par des savoirs pratiques et protecteurs. Encadrer des algorithmes vertueux et développer une culture du débat permettent d'éviter que ces technologies ne soient imposées de manière opaque. L'IA doit rester un outil complémentaire, qui enrichit l'éducation sans réduire autonomie, mémoire ou esprit critique, tout en prévenant l'atrophie cognitive d'une société trop dépendante. Elle transforme aussi le travail et fait émerger de nouveaux métiers, ce qui exige anticipation et accompagnement. Mais son usage massif peut favoriser la désinformation, d'où la nécessité d'une régulation et d'une éducation aux médias renforcées. Pour que l'IA éducative soit inclusive et responsable, il faut réconcilier enseignants et technologies, limiter les dangers du numérique, améliorer l'accessibilité, et promouvoir des méthodes pédagogiques innovantes mais critiques. Enfin, réguler les EdTech et assumer la responsabilité éthique des contenus diffusés est indispensable pour placer l'IA au service d'une véritable transformation éducative, démocratique et durable.

12. Associer pour l'avenir science et sens (éthique, valeurs, beau,...)

- GT2-7 – (État) Encadrer des algorithmes vertueux garantissant liberté, transparence et respect de l'éthique.
- GT2-10 – (Individus) Permettre à chacun de choisir un algorithme éthique validé sur les réseaux sociaux afin de limiter les biais imposés.
- GT2-12 – Développer intelligence émotionnelle et empathie afin d'encourager des échanges apaisés et constructifs.
- GT3-6 – Adopter l'humilité face à la complexité et aux limites de la technologie.
- GT3-7 – Poser la vérité scientifique comme repère commun pour stabiliser le débat démocratique.
- GT4-1 : Utiliser l'IA comme complément éducatif, pas substitut.
- GT5-7 – Assumer la responsabilité éthique et citoyenne des contenus éducatifs numériques conçus et diffusés.

Associer la vérité scientifique à ce qui fait sens pour l'avenir implique de ne pas réduire nos choix collectifs à la seule rationalité technique. La science nous dit ce qui peut être fait et comment, mais elle ne détermine pas ce qui doit être fait. Encadrer des algorithmes vertueux et permettre à chacun de choisir des outils numériques éthiques suppose d'intégrer des critères de liberté, de transparence et de justice dans leur conception et leur usage. De même, développer l'intelligence émotionnelle et l'empathie prépare des citoyens capables d'utiliser ces outils de manière apaisée, respectueuse et constructive. Poser la vérité scientifique comme repère commun reste indispensable pour fonder un socle de confiance démocratique, mais il faut aussi reconnaître la complexité et les limites de la technologie. L'IA, utilisée comme complément éducatif et non comme substitut peut-elle aider à renforcer cette articulation entre rigueur et humanité, et si oui, sous quelles conditions ? Enfin, assumer la responsabilité éthique et citoyenne des contenus éducatifs numériques signifie intégrer l'esthétique, l'éthique et les valeurs humaines au cœur des savoirs transmis. Ainsi, la vérité scientifique devient un pilier parmi d'autres dimensions – le beau, le juste, l'utile – pour guider des choix collectifs porteurs de sens et d'harmonie.

Annexe 1 : Idées fortes issues des GT

GT1 Équité de l'accès aux savoirs

GT1-1. **Pour travailler sur l'équité de l'accès aux savoirs, solliciter les personnes concernées : les personnes qui ont un accès restreint/plus difficile aux savoirs**

Décrocheurs scolaires, personnes ayant un emploi précaire, classes populaires, etc. Ce sont des personnes qui vont difficilement venir volontairement dans le programme de l'académie des technologies avec les jeunes. Ainsi, cela nécessite un effort pour aller vers ces personnes et leur solliciter leur temps de manière efficace (avoir des objectifs clairs de pourquoi on a besoin d'elles, sur quelle durée, pour quoi faire, et garantir un résultat concret pour améliorer leur situation).

GT1-2. **L'école : de l'outil de reproduction sociale à l'outil de formation de citoyens éclairés et critiques**

En France, le diplôme détermine souvent le statut social. L'école ne corrige pas les inégalités mais tend plutôt à les renforcer, en poussant les élèves selon des critères souvent liés à leur origine sociale, plutôt qu'à leurs compétences réelles.

Valoriser le métier d'AESH aussi bien économiquement que socialement pour le rendre plus attrayant, et ainsi permettre un meilleur accompagnement.

Vigilance au décrochage scolaire : un accompagnement davantage personnalisé (ce qui implique des classes plus petites) dès le plus jeune âge, avec des projections professionnelles qui permettent de mettre du sens dans son parcours (cf Cité éducatives dans les QPV qui permettent de sortir du cadre scolaire dans le temps scolaire afin de voir des métiers de terrain nécessaire tels que le maraîchage, les métiers de soin, de production de besoins primaires, etc. C'est aussi un levier potentiel pour rendre plus accessible des métiers classiquement peu accessibles à cette classe sociale). Plus de liberté sur le programme pour permettre une meilleure flexibilité du corps enseignant. De la même manière que pour les AESH, valoriser le métier de professeur.

GT1-3. **Réduire les inégalités de capital culturel, social et économique**

Les familles n'ont pas toutes les mêmes ressources pour accompagner leurs enfants dans le système scolaire. Le capital culturel transmis dès la petite enfance influence les chances de réussite, tout comme les moyens économiques et les réseaux sociaux (virtuels et physiques) disponibles. Les prestations sociales telles que la CAF sont déjà des premières bases pour amoindrir les inégalités économiques nécessaires mais pas suffisantes. L'Etat pourrait également choisir de soutenir les diverses actions luttant contre ces inégalités dans les quartiers les plus défavorisés (QPV par exemple) afin de mieux accompagner les familles les plus démunies. On peut notamment penser aux associations de quartiers à l'instar de Destins Liés qui forme en particulier les jeunes au leadership, à l'empouvoirement collectif, ou encore la relève bariolée, une troupe de théâtre qui émane directement des quartiers populaires et permet donc de populariser un pan de la culture.

GT1-4. **Rompre l'autocensure et les barrières invisibles**

Certaines filières sont perçues comme inaccessibles par les élèves issus de milieux plus modestes. Cela provoque une autocensure, accentuée par le coût des études, la méconnaissance des filières et le manque de soutien personnalisé dans l'orientation. Une réflexion similaire sur l'inégalité d'accès peut aussi se faire sous le prisme du genre. Diverses associations d'éducation populaires luttent déjà contre ces mécanismes. Par exemple, l'association Cité des Chances qui cherchent à promouvoir l'engagement en sciences politiques des jeunes de banlieues, ou encore des associations qui luttent contre les stéréotypes de genre pour rendre les études scientifiques et techniques plus accessibles aux femmes (Elles bougent, Sciences Egales à l'UTC). L'État pourrait financer et promouvoir ce genre d'actions que ce soit à l'échelle publique, privée comme associative.

GT1-5. Réparer un système d'aides opaque et inefficace

Les aides scolaires sont nombreuses mais souvent peu lisibles et difficiles à obtenir pour les familles les plus éloignées du système. Une simplification et automatisation de leur attribution permettrait une meilleure équité. Il faudrait aussi intégrer une part de traitement humain pour les cas particuliers.

"29 % des étudiants bénéficient d'une bourse du CROUS, mais pour beaucoup, elle est trop faible pour couvrir leurs besoins. [...] 15 % des boursiers ne bénéficient pas du repas CROUS à 1 €, faute d'information."

On peut noter un manque de moyens humains, financiers et informationnels pour accompagner les jeunes et lutter contre la précarité étudiante.

GT1-6. Pour une démocratie fondée sur l'accès équitable aux savoirs

L'accès au savoir est une condition essentielle de la démocratie. Il faudrait repenser l'école, la formation continue et la transmission des savoirs dans une logique d'inclusion, d'autonomie et de justice sociale, en particulier à l'heure des crises systémiques, technologiques et environnementales.

La technologie n'est pas neutre et affecte la société. Un choix technique est donc un choix de société, qui transforme le rapport de l'humain à son environnement. Or, les choix technologiques sont aujourd'hui régis par la suprématie économique, ce qui entraîne des décisions non éclairées et unilatérales.

Ne faudrait-il pas mieux refonder radicalement notre manière de choisir nos technologies pour réellement les choisir collectivement, de manière démocratique, et donc de reprendre en main des choix de société ? Et c'est justement la notion d'équité qui est à la base de la démocratie afin de pouvoir récolter les savoirs divers provenant des échanges, interactions et réflexions entre experts scientifiques, techniques, et citoyens "profanes", avant tout experts du terrain, de l'usage, de la pratique. Le savoir est une arme qui peut donner accès au pouvoir et donc aux prises de décisions.

GT1-7. Rendre le savoir accessible tout au long de la vie

Prendre en compte les temps de formation dans le travail rémunéré afin de valoriser ainsi la production de savoirs (cf économie contributive de B. Stiegler). Dégager du temps aux personnes qui survivent pour vivre, lutter contre la prolétarianisation généralisée en proposant une Dotation Inconditionnelle d'Autonomie (DIA), ce qui signifie permettre à chaque individu d'avoir gratuitement jusqu'à un certain seuil les besoins de subsistance (eau, alimentation, énergie, logement, etc.), puis faire payer de manière exponentielle la

surconsommation afin d'amoindrir les inégalités. Ce temps dégagé permettrait même aux classes les plus défavorisées d'avoir du temps pour un meilleur accès aux savoirs.

GT1-8. Vers des technologies appropriées (low-tech) pour rendre les savoirs techniques plus équitablement accessibles

La démarche low-tech pose, entre autres, la question de l'accessibilité des savoirs techniques et technologiques aux non-experts. Cette démarche émerge dans notre société industrielle (qui n'est, encore une fois, pas la totalité des cultures humaines) où les technologies sont toujours plus complexes, nécessitant ainsi de plus en plus d'experts et parfois même des boîtes noires que l'on ne peut pas comprendre à l'instar de l'IA générative. Ce manque de compréhension du fonctionnement pose des problèmes dans un monde en crise systémique, où il est essentiel de comprendre les causes et conséquences d'un système. Il paraît donc nécessaire de se réapproprier nos savoirs, notamment techniques mais pas que, à une échelle humaine et collective. Ça ne veut pas dire que tout le monde sache construire une machine à laver, mais qu'en tout cas, il soit plus accessible pour toutes et tous de pouvoir la réparer.

Bien évidemment la logique Do It Yourself / bricolage de la low-tech a des limites (récupération) et la place de l'industrie dans une société low-tech est également nodale ; un roulement à bille nécessite une production industrielle, élément pourtant indispensable à la production de nombreux objets tels que le vélo.

GT2 Faire évoluer les savoirs clefs

Les savoirs clefs ont été identifiés à l'échelle de l'état, des individus et des entreprises. De plus une série de savoirs clefs immuables est proposée.

- GT2-1. (État) Démocratiser l'utilisation des technologies dans les services publics (plus d'administratif en ligne) tout en accompagnant d'avantage.
- GT2-2. (État) Assurer une structure permettant l'accès aux savoirs immuables / du quotidien à la population, à visage humain.
- GT2-3. (État) Puisque, par définition, le rôle de l'École est de former des citoyens, cet objectif doit être au cœur des cours et activités proposées (pas le cas aujourd'hui). Notamment combattre sur la spécialisation éducative formatrice plutôt qu'éducative. Déstresser les lycéens / collégiens sur les résultats pour se focaliser sur le savoir et la réflexion.
- GT2-4. (État) A l'école, préparer les futurs citoyens à la vie en développant l'esprit critique, connaissances fondamentales pour gérer / organiser sa vie et se protéger (administratif, santé,...).
- GT2-5. (État) L'Education est le fondement de la démocratie. Finançant et soutenant là donc à hauteur de ce rôle.
- GT2-6. (État) Les enjeux actuels étant multi domaines et très complexes, une culture du débat et de la prise de décision collective doit être développée.
- GT2-7. (État) Des algorithmes plus vertueux pour respecter la liberté.
- GT2-8. (Individus) Comprendre et maîtriser les technologies pour en être acteur et en connaître les risques.
- GT2-9. (Individus) Savoir s'exprimer savoir communiquer.
- GT2-10. (Individus) Laisser l'utilisateur de réseaux sociaux libre de choisir l'algorithme s'appliquant à lui + garantir un algorithme éthique (validation de l'algorithme par des éthiciens) accessible pour chaque utilisateur.
- GT2-11. (Individus) Comprendre ses biais cognitifs, développer l'esprit critique.
- GT2-12. (Individus) Intelligence émotionnelle et empathie pour avoir des discussions plus apaisées et basées sur l'écoute plutôt que sur la lutte.
- GT2-13. (Individus) Favoriser les lieux permettant l'échange et la communication sociale
- GT2-14. (Individus) Devenir indépendant des besoins et désirs imposés par les réseaux sociaux
- GT2-15. (Entreprises) Repenser le rôle des entreprises au-delà du profit : assumer une responsabilité sociale, donner du sens au travail et valoriser l'utilité réelle des activités. Les entreprises ont une responsabilité non seulement en tant que porteur d'offre mais aussi en tant que créateur/promoteur de la demande. Elles créent le besoin pour ensuite vendre la solution. Elles participent donc activement au consumérisme et ce qui s'ensuit. On peut citer Jean Baptiste Say : "Toute offre entreprise crée sa propre demande, et l'emmène avec elle." Les entreprises ne peuvent pas seulement avoir un objectif lucratif.
- GT2-16. (Entreprises) Dans un monde où donner un sens au travail est fondamental, les entreprises se doivent d'avoir une raison sociale. Dans cette démarche, on souligne l'importance des syndicats. Les choses n'ont pas les mêmes valeurs pour tous, elles ont la valeur qu'on leur donne. Dilemme de l'eau et du diamant : l'eau est nécessaire à notre survie, contrairement au diamant, et pour autant ce

dernier a une valeur monétaire bien plus élevée. Idem pour les métiers / fonctions. Un docteur gagne beaucoup moins qu'un footballeur reconnu. Il est important de mettre en perspective la valeur de ce que l'on consomme et de différencier le prix initial et après amortissement. En effet, après amortissement, un téléphone de 100€ qui a une durée de vie de 1 an a la même valeur monétaire qu'un téléphone de 500€ qui a une durée de 5 ans. Remettre en perspective les achats peut permettre d'éviter de ne penser qu'au court terme, et permet souvent de mieux prendre en compte la qualité.

- GT2-17. (Entreprises) Produire de manière raisonnée, en rompant avec le consumérisme artificiel et en intégrant la durabilité dans leurs modèles économiques. Les entreprises participent activement au consumérisme en produisant des quantités de biens et services dans le but principal de générer du profit. Tant dis que, si leur objectif principal était de répondre à une demande, une fois celle-ci pourvue elle pourrait cesser ou réduire leurs productions. Est-il nécessaire de produire chaque année un nouvel I Phone? Ou une nouvelle Dacia? Une consommation responsable passe d'abord par une production raisonnée.
- GT2-18. (Immuables) Assurer une structure permettant l'accès aux savoirs immuables / du quotidien à la population, à visage humain. Dû à la quantité trop importante d'informations et de connaissances à notre disposition, nous pensons qu'il devient nécessaire simplifier la simplification de l'accès au savoir. On pourrait imaginer ça comme le fait de créer un google pour chercher sur google car le google actuel est devenu trop chargé d'informations complexe à discerner et à comprendre.
- GT2-19. (Immuables) Les savoirs immuables sont assurés par le soutien et la valorisation de discours d'experts éclairant la population, expliquant et questionnant les choix des politiques ou assumant le rôle de contre-pouvoir.
- GT2-20. (Immuables) Rétablir le journalisme comme outils de contre-pouvoir, pour leur permette de jouer leur rôle dans la recherche d'information, la diversité des sources, la vérification des informations. Un travail que chacun doit faire puisque les media souffrent à raison d'une défiance envers la fiabilité, l'objectivité, diversité etc... de leurs informations.

GT 3 Savoirs, Mémoires et Vérité

GT3-1. **La science, la justice, le journalisme et la religion sont 4 processus permettant d'établir un type de vérité.**

Ces processus répondent à des questions différentes et se basent sur un ensemble de critères qui leur sont propres.

- Science : Réplicabilité, Cohérence théorie/expérience, dynamisme
- Journalismes : Déontologie, recoupement des sources, contradictoire, investigation
- Justice : Constitutionnalité, impartialité, enquête
- Religion : Vérités révélées, confiance/foi, expérience spirituelle
- Dire d'une information qu'elle est vraie revient à faire confiance à deux choses : la source en tant qu'entité et son processus de travail.

GT3-2. **Le roman national est l'exemple parfait d'une mémoire collective qui ne constitue pas une vérité scientifique**

Tout comme le terme 'savoirs', nous considérons que les mémoires sont plurielles. L'Histoire est faite de mémoires scientifiques (connaissances issues de la méthode scientifique) mais aussi de mémoires collectives moins rigoureuses et répondants à d'autres enjeux.

Le roman national est un ensemble de mémoires et de mythes nourrissant une culture commune qui aide à faire société et à renforcer l'identité nationale. Son utilisation à des fins politiques est très fréquent ce qui provoque parfois des frictions avec d'autres romans nationaux (conflits territoriaux, guerres de religion) et avec l'histoire scientifique (critique du Puy du Fou).

GT3-3. **Sur la construction de la mémoire collective**

La mémoire n'est pas que le fruit d'un travail conscient et individuel, elle est façonnée par des œuvres littéraires, cinématographiques, picturales. Celles-ci sont d'autant plus importantes pour la transmission et la structuration de la mémoire collective.

Dans le domaine juridique par exemple, depuis 1987, 14 procès ont été filmés intégralement pour en garder une trace. Il s'agit de procès portant un caractère « historique ». Parmi les procès filmés on peut noter la présence de procès pour crimes de guerre - 2nd guerre mondiale -, de génocide - judéocide pendant la 2nd guerre mondiale et génocide au Rwanda -, ou pour crime d'une dictature - dictature au Chili. Il faut ensuite 50 ans après la fin du procès pour que ces enregistrements soient diffusés ou reproduits. La captation puis la diffusion de ces événements est un moyen de transmettre la mémoire.

Le questionnaire diffusé par le GT3 a pour objectif de comparer les mémoires de ces procès filmés et d'autres, antérieurs à la pratique de captation, eux aussi considérés « historiques ». Les deux mémoires comparées sont celles des académiciens, qui ont vécu la plupart des procès en tant que spectateur, et ceux des jeunes qui sont nés après.

GT3-4. **La mémoire n'a pas besoin d'être vraie alors que la vérité s'appuie sur les mémoires ?**

1. La mémoire n'a pas nécessairement besoin de la vérité, une logique différente :

La mémoire et la vérité fonctionnent selon deux logiques différentes. La mémoire est un processus subjectif, elle est construite, que ce soit par notre vécu de l'expérience, par notre passé, nos valeurs... Les souvenirs, qui forment la mémoire individuelle, sont malléables (on peut se souvenir de choses fausses) et souvent dictés par l'émotion. La mémoire collective peut être travaillée, façonnée pour être mythifiée, instrumentalisée pour être axée selon le(s) souhait(s) (ex : les mémoires de la Résistance, les mythes fondateurs des nations...). La mémoire n'a donc pas nécessairement besoin de la vérité pour exister (cf roman national, mythes, souvenirs individuels...).

La mémoire n'a pas forcément vocation à être forcément exhaustive, elle n'est pas obligée de prendre en compte les différents points de vue à l'inverse de la vérité. En effet, la vérité suppose une ou plusieurs vérifications, elle demande des preuves. La vérité a besoin des mémoires pour confronter cela aux preuves plus matérielles.

2. La vérité s'appuie sur les mémoires pour exister :

La vérité découle généralement des mémoires. En effet, dans le domaine historique, l'historien part des mémoires (témoignages, archives, récits...) mais son but est de dépasser la mémoire individuelle et de confronter les différentes traces pour essayer d'approcher une vérité. Dans le domaine de la chimie, des mathématiques, de la biologie... la vérité s'appuie sur la mémoire empirique (savoirs / expériences passées) et cherche constamment à réfuter / à faire évoluer ses savoirs.

3. Une complémentarité ?

La mémoire construit l'identité (individuelle ou collective), elle n'est pas tenue par l'exactitude. La vérité exige une vision critique et elle intègre ensuite les mémoires. En résumé, on pourrait presque formuler que la mémoire nourrit la vérité et la vérité corrige la mémoire.

4. Questions ouvertes :

Mémoire et vérité dans le monde numérique → la frontière est fragile. Si tout est enregistré et accessible, y a-t-il un risque d'une mémoire totale qui ne garantit pas la vérité ?

Doit-on protéger certaines mémoires et les conserver même si elles ne sont pas vraies car elles comptent pour l'homme ? (ex : mémoire traumatique, mémoire identitaire...)

Le sujet des lieux de mémoire (cf Pierre Nora) : ils permettent une mémoire collective mais qui privilégie parfois le symbole au détriment de la vérité historique.

5. Sources intéressantes :

Paul Ricoeur : distinction entre mémoire fidèle, mémoire manipulée, mémoire empêchée.

Elizabeth Loftus : les faux souvenirs → la vérité peut être sincère mais fausse !

Les procès de Nuremberg : la mémoire est fondamentale pour ce procès mais elle n'est intéressante que si elle peut être recoupée, confrontée avec des preuves matérielles.

GT3-5. **De l'humilité face à la complexité**

Il faut embrasser la complexité du monde et reconnaître que nous nous trompons fréquemment dans nos recherches de savoirs et mémoires universelles et intemporelles. Nous cherchons à atteindre un idéal (e.g. savoir ce qui s'est passé partout et à tout moment

sur Terre) mais oublions souvent que nous ne l'atteindrons jamais.

La technologie, qui a longtemps été synonyme de progrès, est ainsi associée à un imaginaire très positif (mémoire). Mais ce n'est pas un remède universel et l'on peut entrevoir ses limites. Diffuser ces dernières et reconnaître les faiblesses de la technologie, en allant ainsi à l'encontre de notre inconscient, semble essentiel pour nous permettre de progresser autrement.

GT3-6. La vérité scientifique comme repère commun

Lutter contre les mensonges/vérités alternatives ne consiste pas à imposer une vérité unique, mais à reconnaître la pluralité des savoirs et des mémoires tout en affirmant un socle commun de vérité scientifique. La diversité des expériences humaines est une richesse et doit s'appuyer sur un socle partagé qui permet de distinguer le vrai du faux et d'orienter l'action collective. C'est en consolidant ce repère commun, à travers la confiance accordée aux institutions de connaissance et de délibération, que l'on peut à la fois préserver la diversité et garantir la stabilité démocratique en assurant un débat fondé sur des bases communes

GT3-7. La confiance : un pilier de la vérité ?

Comment se rapprocher de la vérité grâce aux mémoires et savoirs ? La confiance est un élément clé qui permet l'accès à des repères fiables. Il est donc essentiel de renforcer la confiance dans les institutions publiques, les médias d'investigation indépendants (charte de Munich), la démarche scientifique et les savoirs partagés.

Toute perte de confiance est très difficile à reconstruire. C'est pourquoi des propos faux de représentants de l'État (e.g. [Refus de Macron de reconnaître une maladresse sur les liens entre cancers et Chlordécone](#)) porte atteinte à notre capacité à partager une vérité commune et donc au fonctionnement même de notre société. De tels actes ne sont pas suffisamment dénoncés.

GT3-8. Contradiction et coexistence de vérités

Il peut exister plusieurs « vérités » qui se contredisent alors qu'elles émanent d'organes d'autorité (institutionnels, juridiques ou scientifiques) ce qui complexifie la construction d'une unique vérité collective.

Concernant l'utilisation du Chlordécone dans les Antilles entre 1982 et 1993, la justice a estimé en 2023 que l'Etat n'était pas responsable du fait, entre autres, du manque de connaissances scientifiques à l'époque. Or, dès 1976, suite notamment aux rejets toxiques à Hopewell (USA), un consensus scientifique s'impose et démontre la toxicité du pesticide, ce qui pousse les autorités américaines à interdire le chlordécone en 1976. L'OMS le classe quant à elle comme potentiellement cancérigène en 1979, soit deux ans avant que la Commission des Toxiques (Ministère de l'Agriculture) autorise la vente d'un nouveau produit à base de chlordécone. Finalement, après son interdiction sur le territoire français, des dérogations successives ont permis son utilisation pendant encore trois ans.

Il y a donc ici une opposition à la fois entre la vérité scientifique et la vérité émanant des institutions françaises, entre les institutions françaises et internationales, au sein des

institutions françaises (avec l'adoption des dérogations) et entre la vérité historique/scientifique et juridique.

GT3-9. **Processus d'élaboration de la vérité**

Le processus d'élaboration de la vérité n'est pas linéaire. Il passe souvent par des controverses visant à valider ou à invalider les théories. Une théorie est considérée comme vérité dès lors qu'elle n'est plus mise à controverse. Cependant, toute vérité scientifique peut être réfutée ou complétée. Entre vrai et non-vrai, il existe une zone grise qui influence déjà nos lois et nos choix collectifs, comme l'a montré la polémique autour de la loi Duplomb.

La loi Duplomb est une loi concernant les agriculteurs, elle comprend plusieurs points dont le plus controversé est la réautorisation de l'acétamipride faisant partie des néonicotinoïdes. Il était autorisé en Europe jusqu'en 2013 mais interdit en France. Cette loi correspond à un arbitrage du droit entre les différents risques et valeurs. En effet, des effets négatifs de ce pesticide sur les abeilles ont été prouvés mais d'autres points concernant notamment son caractère cancérigène n'ont pas réussi à aboutir à un consensus. Deux cancérologues, Dr Jérôme Barrière et Pr Jacques Robert, ont par exemple publié une tribune où ils dénoncent une instrumentalisation de la science et prônent une hiérarchisation des risques.

GT 4 Citoyens éclairés et IA

GT4-1. **IA et éducation : opportunités et risques**

L'IA peut personnaliser l'apprentissage (adaptation au rythme, exercices ciblés, suivi des progrès), libérant du temps pour des approches plus créatives et collaboratives. Cependant, une utilisation trop fréquente risque de réduire l'autonomie des élèves, leur sens critique et leurs capacités de mémorisation. Le défi sera d'intégrer l'IA comme un outil complémentaire plutôt qu'un substitut, en valorisant la pédagogie humaine.

GT4-2. **Impact intellectuel et culturel d'une société "IA-dépendante"**

Une population utilisant l'IA dès l'enfance pourrait bénéficier d'un accès facilité à l'information et d'un apprentissage accéléré. Mais une dépendance excessive risque de mener à une atrophie cognitive : moins d'efforts de réflexion, perte d'esprit critique et appauvrissement culturel. L'évolution dépendra donc de la manière dont l'IA est intégrée : moteur d'émancipation intellectuelle ou simple béquille.

GT4-3. **Transformation des métiers et évolution du travail**

L'IA automatise certaines tâches répétitives (comptabilité, traduction, diagnostic médical de routine), libérant du temps pour des missions à plus forte valeur ajoutée. De nouveaux métiers émergent (spécialistes de données, éthiciens de l'IA, concepteurs d'algorithmes). Cette mutation n'est ni "bonne" ni "mauvaise" en soi : elle représente une continuité historique des révolutions technologiques (comme l'imprimerie ou l'informatique), avec des gagnants et des perdants.

GT4-4. **Risques de désinformation et manipulations**

L'IA peut produire de la désinformation massive (deepfakes, faux articles, contenus manipulés) à une échelle inédite. Cela fragilise la confiance dans les institutions, les médias et la science. Le développement de contre-mesures (traçabilité des données, régulation, éducation aux médias) est essentiel pour limiter ces dérives. L'enjeu est de préserver une sphère publique fiable malgré la puissance générative des IA.

GT 5 Impact des technologies éducatives

Le GT5 s'intéresse aux technologies éducatives et à leur place dans l'enseignement et l'apprentissage. Il s'appuie sur plusieurs définitions fondamentales (connaissance, compétence, information, culture, éducation, apprentissage, numérique, intelligence artificielle) qui constituent un socle de réflexion.

GT5-1. Gestion de la connaissance

Un premier enjeu est la gestion de la connaissance, qui interroge sa conservation, sa structuration et sa transmission dans un environnement numérique en constante évolution.

GT5-2. Cohabitation entre enseignants et technologies

La cohabitation entre enseignants et technologies met en évidence un décalage persistant : si les équipements sont largement présents dans les établissements, leur usage reste limité par un manque de formation pédagogique, des coûts élevés, des problèmes de maintenance et un dialogue insuffisant avec les utilisateurs. La transmission des savoirs suppose de développer une véritable littératie numérique, tandis que l'adoption est freinée par l'absence de cadre clair et de recherches adaptées au contexte français.

GT5-3. Dangers liés aux usages numériques

Les dangers liés aux usages numériques sont également soulignés : empreinte environnementale, dépendance aux écrans, risques d'addiction, troubles de la concentration et de la santé.

GT5-4. Expérience utilisateur et accessibilité

Du point de vue de l'expérience utilisateur, l'accent est mis sur l'ergonomie, la gamification, la réalité virtuelle et surtout sur l'accessibilité, encore freinée par des obstacles financiers, techniques et liés au handicap.

GT5-5. Méthodes pédagogiques innovantes

L'évolution et la maturité des EdTech montrent une progression rapide, amplifiée par la pandémie, avec des outils allant des ENT aux MOOC et à l'IA générative. Leur intégration est rapprochée de l'évolution des méthodes pédagogiques, de l'approche traditionnelle à des pédagogies plus innovantes (projet, Montessori, classe inversée, apprentissage immersif).

GT5-6. Régulation

La question de la régulation est centrale : il s'agit de protéger les données, de garantir la transparence des algorithmes, de préserver le rôle des enseignants et de réduire les inégalités. Une gouvernance ouverte, impliquant institutions, enseignants, élèves, chercheurs et développeurs, est nécessaire pour assurer la souveraineté éducative.

GT5-7. Dimension citoyenne et éthique des contenus éducatifs

Enfin, la responsabilité des créateurs de contenus éducatifs engage une dimension citoyenne et éthique : concevoir des outils et ressources numériques ne peut se faire sans conscience des enjeux sociaux, normatifs et moraux.

En somme, le GT5 met en lumière les opportunités offertes par les technologies éducatives, tout en rappelant la nécessité d'une appropriation critique, régulée et responsable, afin qu'elles contribuent réellement à enrichir et démocratiser l'éducation.

Annexe 2 : Liste des 12 thèmes transverses

1. Reconnaître le rôle et l'impact de la relation humaine dans la transmission des savoirs et cultures
2. Refonder l'école comme levier d'émancipation et d'égalité
3. Donner à tous un capital effectif de formation tout au long de la vie
4. Assurer l'équité des savoirs et savoir-faire comme un fondement démocratique
5. Encourager la (ré)Appropriation par tous de technologies choisies et pertinente
6. Responsabiliser entreprises et acteurs publics vers le sens et la durabilité
7. Pluralité des mémoires, vérités et récits collectifs
8. Articuler mémoires, vérités et confiance démocratique
9. Savoir cultiver/embrasser la complexité et les controverses
10. Préserver une sphère publique fiable face aux dérives numériques
11. Faire de l'IA maîtrisée un outil de transformation et démocratisation de l'accès aux savoirs
12. Associer pour l'avenir science et sens (éthique, valeurs, beau,...)